

*l'Anti*capitaliste

N°78 | JUILLET/AÔUT 2016 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



**CONTRE LA LOI TRAVAIL ET SON MONDE,
CE N'EST QU'UN DÉBUT!**



**37^e CONGRÈS:
QUEL AVENIR POUR LE PCF?**



**ESPAGNE JUILLET 1936
FASCISME OU RÉVOLUTION SOCIALE**



**IL Y A UN SIÈCLE
LÉNINE ET «L'IMPÉRIALISME, STADE
SUPRÊME DU CAPITALISME»**

EDITORIAL

Jean-Philippe Divès Brexit, crise et défis du mouvement ouvrier **P3**

ACTUALITE

Régine Vinon 37^e congrès: quel avenir pour le PCF? **P4**

Patrick Bond Les partenaires junior de l'impérialisme **P6**

DOSSIER

Jean-Philippe Divès Ce n'est qu'un début... **P9**

Robert Pelletier Syndicats sous les projecteurs de la lutte **P11**

Robert Pelletier CGT: un recentrage à gauche? **P12**

Guillaume Loïc Jeunesse et loi Travail Elans politiques et tâtonnements tactiques d'une nouvelle avant-garde étudiante **P16**

Yann Cézard Sur la violence dans le mouvement **P20**

REPERES

Daniel Minvielle Espagne Juillet 1936: fascisme ou révolution sociale **P22**

EN DEBATS

Stathis Kouvelakis Contre l'ordre néo-républicain, pour l'universalisme révolutionnaire **P26**

Yvan Lemaitre Il y a un siècle, Lénine et «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme» **P28**

LECTURES

Henri Wilno Face au «cauchemar» du néolibéralisme **P32**

Michal Löwy La gauche radicale ignore-t-elle le fait religieux? **P34**

FOCUS

Henri Wilno 49-3, une exception française **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Ni la répression ni l'Euro de foot n'ont permis au gouvernement de venir à bout de la contestation.... Photothèque rouge/JMB.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.
Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société editrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Brexit, crise et défis du mouvement ouvrier

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Les responsables de la City étaient allés se coucher confiants après un ultime sondage annonçant la victoire du *Remain* («rester» dans l'Union européenne) et alors que Nigel Farage, dirigeant de l'UKIP (Parti de l'indépendance du Royaume-Uni) et l'un des chefs de file du *Leave* («sortir»), venait de reconnaître sa défaite... C'est donc un séisme politique aussi brusque qu'inattendu qui a secoué le Royaume-Uni quand, aux petites heures du matin du 24 juin, les résultats ont démenti toutes les prévisions.

DES FACTEURS DE CRISE QUI S'ACCUMULENT

Pour la première fois, un Etat a décidé de quitter l'Union européenne – et pas n'importe lequel : 65 millions d'habitants, la cinquième économie mondiale. Rien d'étonnant à ce que l'onde de choc se propage. La livre sterling est tombée à son plus bas depuis 31 ans, le rendement des obligations britanniques s'effondre, des fonds de placement immobilier sont contraints de suspendre leurs opérations. L'indice des banques de la zone euro a perdu 22% entre le 24 juin et le 7 juillet, les alertes se multiplient à propos d'un système bancaire italien noyé sous des créances douteuses...

Les dirigeants européens affichent leur fermeté : pas question que les Britanniques fassent traîner les choses ; ni de les laisser accéder librement au marché unique s'ils n'en paient pas le prix (comme la Norvège ou la Suisse), ou bien s'ils remettaient en cause la libre circulation des ressortissants de l'UE. Merkel semble parfois plus conciliante, mais Schäuble veut conjurer les risques de contagion, tandis que Hollande et Renzi voient une opportunité de renforcer leur poids relatif.

Du côté des défenseurs du Brexit, la surprise du résultat a laissé place à une profonde désorientation. Farage a dû reconnaître que la plupart de ses arguments de campagne étaient « des erreurs » – avant d'annoncer son retrait de la direction de l'UKIP. L'ex-maire conservateur de Londres, Boris Johnson, qui avait pris la tête du *Leave*, s'est déconsidéré auprès de ses partisans en déclarant, au lendemain du référendum, qu'en fait rien n'allait vraiment changer ; soupçonné de n'avoir eu comme but que de remplacer David Cameron comme premier ministre, il a dû abandonner ses prétentions à ce poste.

De nouvelles crises menacent en Irlande du Nord, où la population refuse le rétablissement d'une frontière avec la République d'Irlande, ainsi qu'en Ecosse, où l'option de l'indépendance revient sur le devant de la scène.

Face au risque que les banques de la City perdent leur « pas-

seport européen » (grâce auquel elles opèrent sur le continent sans frais supplémentaires), le Royaume-Uni et plusieurs pays, dont la France, engagent une course au dumping fiscal. La solution imaginée par l'actuel ministre britannique des finances, George Osborne, est de baisser à 15% le taux de l'impôt sur les sociétés...

UN SÉRIEUX AVERTISSEMENT

Dans les années 1970 à 1990, l'opposition à ce qui est devenu l'Union européenne venait, d'une part, de la droite isolationniste et nostalgique de l'Empire, appuyée sur les secteurs capitalistes qui regardent davantage vers les Etats-Unis et l'Asie ; et, d'autre part, de larges parties du mouvement ouvrier et de la gauche, qui refusaient une « construction européenne » à la fois capitaliste et antidémocratique. Or, en 2016, ce second facteur a fait défaut. La campagne du référendum a été totalement dominée par la droite, qui lui a imprimé une tonalité nationaliste, xénophobe et raciste.

La gauche du Labour autour du leader du parti, Jeremy Corbyn, ainsi que la plupart des directions syndicales, se sont en effet empêtrées dans une défense du *Remain* basée sur la double illusion d'une Union européenne qui serait un rempart face à l'ultralibéralisme des *tories*, et qui pourrait être « réformée » dans un sens progressiste, démocratique et social. Cela n'a pas empêché le gros de la classe ouvrière traditionnelle (y compris en Ecosse¹) de voter pour le *Leave*. Parfois sans doute pour de mauvaises raisons (les mêmes qui, en 2009, avaient amené des travailleurs à manifester



Tel est pris qui croyait prendre : David Cameron, premier ministre démissionnaire, avait convoqué le référendum pour complaire aux partisans du Brexit, dont il était certain de l'échec. DR.

en faveur de « jobs anglais pour les ouvriers anglais »), mais avant tout comme protestation contre l'austérité et la collusion entre les politiques et le grand patronat. Quant à Corbyn, il fait maintenant l'objet d'une offensive de l'appareil travailliste qui veut forcer sa démission... en invoquant son engagement trop discret en faveur du *Remain*.

Pour l'extrême gauche, le positionnement à adopter face à ce référendum n'était pas d'une absolue simplicité. Une conclusion commune devrait pourtant être tirée : si la classe ouvrière et ses organisations ne prennent pas la tête de la lutte contre l'Union européenne, en opposant à celle-ci la perspective internationaliste d'une Europe des travailleurs et des peuples, elles risquent de laisser le champ libre à tous les démagogues ultra-droitières ou fascistes... Là-bas comme ici. □

¹ Le jour précédant le référendum, les partis représentés au parlement autonome (SNP, travaillistes, conservateurs, libéraux-démocrates et Verts) avaient publié un appel commun à voter « Remain ». Ces cinq partis avaient totalisé plus de 95% des voix aux élections du 16 mai 2016. Le « Leave » a néanmoins atteint 38% en Ecosse, avec de fortes percées dans les quartiers ouvriers et déshérités de Glasgow, Dundee ou Aberdeen.

37^e congrès: quel avenir pour le PCF?

PAR RÉGINE VINON

Le dernier congrès du PCF s'est tenu du 3 au 5 juin derniers, en plein mouvement contre la loi travail. Il a été dominé par la question des prochaines élections présidentielles: ira, ira pas, que faire avec Mélenchon parti seul sans rien demander à personne? Ces questions ont été loin de faire l'unanimité...

Pour preuve, cette année, quatre textes alternatifs à celui de la direction étaient présentés, avec comme point commun le refus de la «primaire à gauche», dont la direction sortante avait fait son axe majeur pour 2017. Celle-ci a d'ailleurs changé plusieurs fois de position pour finalement accepter une primaire, mais sans Hollande... Pierre Laurent s'était fortement engagé dans les appels à la tenue d'une primaire de toutes les gauches lancés au début de l'année, au grand dam de certains au parti, qui ont vite vu le risque de se retrouver à la remorque du PS. Le PCF a depuis clarifié sa position: si primaire il doit y avoir, ce sera avec toutes les forces de gauche qui ne soutiennent pas la politique menée actuellement par Valls et Hollande.

Il faut dire que le PCF est pour le moins mal à l'aise dans la configuration politique actuelle. Ce n'est certes pas nouveau, mais l'embarras est palpable, et l'équation toujours aussi impossible: comment se démarquer du PS, de plus en plus honni des classes populaires, sans se couper de lui pour les législatives? Le PCF est plus que jamais englué dans cette contradiction majeure.

UN PARTI AFFAIBLI ET UNE DIRECTION CONTESTÉE

Les résultats des votes pour le congrès montrent une nette érosion du nombre des militants. Cette année, ont été recensés un peu moins de 30 000 votants, contre 34 000 en 2013 et 49 000 en 2011. En cinq ans, il y a donc eu 40% de votants en moins pour le congrès.

Les résultats traduisent une division importante au sein de l'appareil, puisque le texte de la majorité sortante ne l'a emporté que d'une courte tête (51,20%). L'autre texte issu de l'appareil, «Ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen» (23,68%), était porté notamment par Roland Leroy, ancien directeur de

L'Humanité ou encore Nicole Borvo, ancienne sénatrice de Paris. Dans le même esprit, l'ancien conseiller régional de Gargès-Gonesse, Francis Parny, a été à l'initiative d'un texte de soutien à la candidature de Mélenchon, avec d'autres militants. Marie-George Buffet, quant à elle, s'est prononcée sur France 3 en faveur de cette position et est allée ostensiblement au meeting de Mélenchon place Stalingrad. Une partie de l'appareil soutient d'ores et déjà la candidature de Mélenchon, alors que la direction sortante se montre hésitante, de peur de couper les ponts avec le PS.

On trouve ensuite deux textes «de gauche». Celui de Greg Oxley et de ses partisans (5,40%), un courant trotskyste issu de la Tendance marxiste internationale (TMI), ayant fait le choix de militer dans le PCF en publiant le journal *La Riposte*, a une tonalité très anti-européenne et présente des propositions de socialisation des banques et des grandes entreprises industrielles et commerciales.

L'autre texte (6,86%) représente ce qu'on pourrait considérer un «canal historique» du PCF. Ses signataires regrettent l'effacement du PCF dans la lutte de classes, ses compromissions électorales avec le PS et veulent revenir au parti communiste d'avant l'Union de la gauche. Emmanuel Dang Tran, secrétaire du PC dans le 15^e arrondissement de Paris, parle de Marchais comme du dernier dirigeant qui a représenté la combativité du PCF. Dans son discours au conseil national du début de l'année, il affirmait: «nous sommes au début 2016 face à une violente politique antisociale: nous n'avons pas à rentrer dans le système politique qui renvoie tout changement éventuel à l'élection présidentielle une fois tous les cinq ans et qui laisse semer entre temps toutes les illusions électorales. A quoi même ont servi la campagne et le score de Mélenchon en 2012 («voter pour lui comme pour moi-même» dixit Mélenchon dès le soir du 1^{er} tour), sinon à rabattre sur

Hollande avant d'alimenter de terribles désillusion et résignation?»

Entre ces deux textes, on trouve celui intitulé «Unir les communistes» (12,87%), présenté par le collectif «Faire vivre et renforcer le PCF». Ses auteurs ne souhaitent pas de candidature autonome du PCF, ne veulent pas de Mélenchon, ni de primaire, mais sont à la recherche d'une candidature du mouvement social, comme celle de Mickael Wamen, le leader CGT de Goodyear, explicitement nommé par plusieurs d'entre eux.

Finalement, le texte de la direction sortante, majoritaire, a été seul présenté au congrès, conformément à la tradition, recueillant 51% des votants cette année, contre 73% en 2013. Une chute considérable. La direction sortante est minoritaire dans 34 départements. Il s'agit là d'une contestation d'ampleur de sa politique.

LA QUADRATURE DU CERCLE

Le problème du PCF est de trouver la meilleure façon de paraître opposé à Hollande et à son gouvernement, sans rompre avec le PS, car il a besoin de cette alliance dans la séquence qui suit le scrutin présidentiel, celle des élections législatives. Le PCF a besoin d'avoir le maximum de députés pour pouvoir disposer d'un groupe parlementaire et d'une assise dans la société. Or, pour atteindre cet objectif, il est contraint à passer des alliances avec le PS. C'est tout le dilemme.

Lorsque le parti communiste s'est engagé dans la démarche de front de gauche, en 2009, il espérait bien pouvoir conserver ainsi sa base territoriale d'implantation, quitte à laisser Mélenchon devenir candidat à la présidentielle. Or, ses espérances ne se sont pas réalisées: malgré le relatif bon score de Mélenchon (11,1%), le nombre de députés communistes est passé de 16 en 2007 à 9 en 2012. Pas de quoi constituer un groupe parlementaire, et un retour à la case 1958, lorsque le PCF

n'avait plus que 10 députés. En 2015, il a perdu ensuite plus du quart de ses conseillers généraux et les deux tiers de ses conseillers régionaux. Le Front de gauche n'a donc pas enrayer le déclin électoral du PCF. Ce qui engendre également un gros problème de ressources financières, qui se tarissent.

Fernand Iveton, mort sous la guillotine. Dans l'espoir d'être associé au gouvernement, Le PCF fit donc de ce politicien bourgeois le candidat unique de la gauche en 1974. Et pourtant, il était prévenu : Mitterrand ne s'était jamais caché de vouloir inverser le rapport de forces entre le PS et le PCF. Il y réussit au delà de toute espé-

Les différents partis communistes ont hélas rapidement perdu leur caractère révolutionnaire, à la suite de la stalinisation de l'URSS et fini par s'intégrer dans la société capitaliste. Cela s'est vu en 1936, où la politique du PCF a été de tout faire pour que la grève générale soit maintenue dans des revendications



Jean Luc Mélenchon et Pierre Laurent en 2013, lors d'un congrès du PG. Photothèque rouge/JMB.

UNE POLITIQUE QUI MÈNE À L'IMPASSE

Le PCF paie sa politique électorale passée, notamment son soutien aux diverses moutures de l'union de la gauche. Depuis 1981, la descente aux enfers ne s'arrête pas. En 1981, le PS revint au pouvoir après 23 ans d'opposition. Le « nouveau » PS était né en 1971, à Epinay, sur les décombres de l'ancienne SFIO, complètement déconsidérée et qui pesait tout juste 5% des voix, alors que le PCF en obtenait 21%.

Or, depuis 1971, la démarche du PCF avait été celle de l'union de la gauche, ce parti espérant ainsi revenir aux affaires dans un gouvernement de gauche. Pour ce faire, il a contribué à tresser à Mitterrand des lauriers de gauche. Le PCF a présenté Mitterrand, un politicien qui avait commencé sa carrière sous le régime de Vichy et fut onze fois ministre sous la IV^e république, comme un homme neuf. Il a condamné tous ceux qui, y compris dans ses propres rangs, se posaient des questions sur cet homme qui fut ministre de la justice pendant la guerre d'Algérie, et refusa la grâce d'un militant communiste,

l'électorat populaire préférant voter utile, donc pour le PS au lieu du PCF. Ce dernier paya très cher cet alignement répété derrière le PS. En 2002, son candidat à la présidentielle, Robert Hue, recueillit à peine 3%, et en 2007 Marie-George Buffet descendit jusqu'à 1,93%. Le PCF a perdu nombre de ses militants dans les entreprises et les quartiers populaires, victime du mécontentement de la population qui se poursuit aujourd'hui, alors qu'elle subit plus que jamais l'austérité et la politique pro-patronale de la gauche gouvernementale représentée par le PS.

LE RÉFORMISME CHEVILLÉ AU CORPS

Ce parti qui, lors de sa création en 1920, était la section française de l'Internationale communiste, s'était constitué en réaction à la social-démocratie qui avait failli au moment de la Première Guerre mondiale, en se rangeant derrière ses différentes bourgeoisies nationales. Dès cette époque, les partis socialistes avaient montré leur volonté de collaboration avec le système.

économiques et ne pose jamais la question du pouvoir. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, dans laquelle ses militants avaient payé un lourd tribut à la barbarie nazie, le PCF s'est allié à de Gaulle. Des communistes ont occupé des postes ministériels et endossé notamment la politique répressive dans les colonies (comme les massacres de Sétif en mai 1945).

Le PCF s'est acharné à faire croire aux travailleurs que les élections pouvaient changer la vie, transformer la société, et que la gauche pourrait gouverner dans notre intérêt. A condition qu'il y ait des ministres communistes capables de « peser » sur les décisions. Espoir vain. Car aujourd'hui plus que jamais, dans cette période de crise aiguë du capitalisme, il y n'y a pas de place pour une politique réformiste. Les capitalistes ont entamé une guerre implacable contre les peuples, montrant ainsi nettement que le temps des réformes est terminé et a été remplacé par celui des contre-réformes, comme la loi travail en France notamment. □

Les partenaires junior de l'impérialisme

PAR PATRICK BOND

Leur réaction au coup d'Etat qui s'est produit au Brésil¹ prouve que les puissances identifiées comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud) ne représentent pas une alternative à l'impérialisme américain [article traduit de l'anglais par Régine Vinon].²

Le 12 mai dernier, le gouvernement démocratique brésilien, dirigé par le Parti des travailleurs (PT), a été victime d'un coup d'Etat. Que vont faire les autres pays du BRICS? Rester l'arme au pied alors que les réactionnaires qui ont pris le pouvoir au Brésil se rapprochent des puissances de l'Ouest, heureux de tenir au chaud le siège de Dilma Rousseff au sommet des BRICS à Goa, en Inde, dans cinq mois? Ici, en Afrique du sud, peu de gens espèrent que le gouvernement de Jacob Zuma (ANC, Congrès national africain) réagisse de façon constructive sur la scène internationale. Faire des vagues ne lui semble pas opportun au moment où les agences de notation Standard & Poor et Fitch sont en visite en Afrique du sud, en train de décider si elles dégradent la note du pays à un statut spéculatif à haut risque³, comme ils l'ont fait pour le Brésil à la fin de l'année dernière.

C'est une honte, car ces deux dernières semaines offraient d'excellentes opportunités pour une rébellion diplomatique: des révélations ont impliqué la CIA dans l'arrestation et la détention pendant 27 ans de Nelson Mandela. Ce n'est pas à vrai dire une surprise: le département d'Etat a conservé Mandela sur sa liste de surveillance terroriste jusqu'en 2008. A la suite de ces révélations, le porte parole de l'ANC, Zizi Kodwa, a accusé la CIA de n'avoir jamais arrêté ses opérations dans le pays: «*elle intervient encore aujourd'hui, la CIA collabore encore avec ceux qui veulent que le régime change.*»

LES BRICS ET L'EMPIRE

Le porte-parole du responsable des Affaires étrangères d'Afrique du sud,

Clayson Monyela, a répondu aux accusations de Kodwa en assurant que les relations de son pays avec les Etats-Unis «*sont fortes, chaleureuses et cordiales*». Mais la dénonciation de l'impérialisme faite par Kodwa a touché une corde sensible. L'affirmation selon laquelle l'éviction de Rousseff démontre que les BRICS prétendument anti-impérialistes sont l'objet d'une offensive soutenue des Etats-Unis est maintenant reprise un peu partout. Des commentateurs comme Eric Draitser, Pepe Escobar, Paul Craig Roberts et Hugo Turner, de même que des officiels du Venezuela et de Cuba, reprennent tous à leur compte cette accusation.

A une question du quotidien italien *Il Manifesto*, demandant pourquoi «*un groupe de députés d'organisations de droite s'est rendu à Washington avant les derniers votes [de l'impeachment]*», un fondateur du Mouvement des travailleurs sans terre (MST), Joao Pedro Stedile, a répondu: «*Temer va faire en sorte que son gouvernement permette aux Etats-Unis de contrôler notre économie par l'intermédiaire de leurs entreprises... Le Brésil fait partie des BRICS, et un autre objectif est de tourner le dos à une alliance Sud-Sud.*»⁴

Une autre version de cette prétention anti-impérialiste a été entendue lors de la conférence du 13 mai du mouvement Conscience noire sud-africaine: le Brésil et l'Afrique du sud sont considérés par les puissances impérialistes de l'ouest comme le maillon faible de la chaîne des BRICS. La stratégie de l'impérialisme est d'en finir avec les présidents qui soutiennent le processus des BRICS. Il travaille avec les oppositions internes pour que le régime change. L'éloquent commentateur sud-africain

Siphamandla Zondi, qui dirige l'Institut pour le dialogue mondial (un des principaux instituts de politique étrangère du pays), partage le même point de vue. Zondi défend le projet des BRICS et conteste l'argumentation mise en avant par moi-même et d'autres, selon laquelle les BRICS jouent actuellement un rôle de sous-impérialisme dans l'économie globale et reproduisent les inégalités à la fois dans leurs propres pays et dans le Sud. Dans un «*challenge*» posté sur Facebook, il demande aux observateurs de reconnaître que «*l'impérialisme a, à l'époque moderne, adopté le racisme, le capitalisme sauvage et le patriarcat comme modèles*».

NON AU COUP D'ETAT, NON À L'IMPÉRIALISME

Rousseff est à l'évidence victime d'un



Au 6^e sommet des BRICS, en juillet 2014 à Fortaleza, Dilma Rousseff entourée de Vladimir Poutine et Narendra Modi (à gauche), Xi Jinping et Jacob Zuma. DR.

coup d'Etat. J'espère que le peuple brésilien va se soulever contre ce gouvernement intérimaire illégitime. Mais affirmer que le coup d'Etat est un produit de l'impérialisme, comme Zondi et d'autres le prétendent, demande un peu plus de circonspection.

Les documents de Wikileaks révèlent que Temer a été une taupe pour le département d'Etat américain il y a dix ans. Washington le trouvait incompetent, sans idéologie, et le considérait comme un politicien opportuniste. De fait, nous avons connu ici un problème identique, avec l'espion vedette Moe Shaik, qui a joué un rôle clé vis-à-vis de la banque de développement des BRICS.

Mais comme preuve concrète que les Etats-Unis soient à l'origine du coup d'Etat au Brésil, cela semble insuffisant. De plus, Rousseff a elle-même démenti un tel rôle de l'impérialisme US une semaine après sa destitution, auprès du journal *Russia Today*: «*Je ne crois pas à une interférence extérieure dans ce qui arrive aujourd'hui au Brésil. Il n'y en a pas. La situation à laquelle nous sommes confrontés est arrivée sans une telle ingérence.*» Pressée par le journaliste, elle répéta son affirmation. Il était clair qu'elle faisait porter à la vieille oligarchie du pays la responsabilité de son renversement. Ce qui a été renforcé par des révélations ultérieures sur les motivations locales des comploteurs.

En outre, l'imbrication de racisme, de patriarcat et de capitalisme mondiali-

sé n'est pas aussi évidente que cela a pu l'être à une époque. Ainsi, lorsque les alliés d'Obama ont fait tomber le gouvernement du Honduras en 2009, c'est un homme noir et une femme qui à Washington ont soutenu le coup d'Etat de l'élite capitaliste locale contre un démocrate progressiste. Des préoccupations de même type ont été exprimées à propos du rôle d'Obama dans le continent africain, en ce qui concerne l'Africa Command⁵. Mais le rôle des BRICS dans ces jeux de pouvoir géopolitiques ne doit pas être minimisé.

Les Etats-Unis sont encore plus dangereux du fait des fonctions géopolitiques sous-impérialistes que le président Zuma accepte régulièrement, comme son approbation du bombardement de la Lybie par l'OTAN, qui conduisit au changement de régime en 2011, son soutien à Israël même lors des meurtres de masse de civils de Gaza ou son accueil à bras ouvert des manœuvres militaires américaines, jusqu'à se vanter ouvertement que les troupes sud-africaines servent Obama «*les bottes sur le terrain*». Ce n'est pas que l'impérialisme le plus cru se soit évaporé. Considérant juste les années 2009-2012, lorsque Hillary Clinton était ministre des affaires étrangères, le rédacteur du Washington's Blog, Eric Zuesse, a fait le compte d'incursions américaines répétées au Honduras, à Haïti, en Afghanistan, en Libye, en Syrie et en Ukraine (et l'on pourrait ajouter le Paraguay). Mais en dépit de cette liste impressionnante d'interventions américaines, «*les manœuvres de renversement de régimes dans le reste du monde noir*», ainsi que l'exprime Zondi, ne sont pas si fréquentes. Il n'y en a pas besoin en ce moment, en particulier en Afrique où les pouvoirs politiques locaux sont déjà inféodés à Washington.

MULTILATÉRALISME NÉOLIBÉRAL

Pour dire les choses simplement, «*le racisme, le capitalisme sauvage et le patriarcat*» associés à l'impérialisme américain du 20^e siècle ont été largement remplacés par le multilatéralisme néolibéral d'Obama, un style de gouvernance que les BRICS ont accepté, sans opposition de leur part. Il n'y a pas de quoi s'en réjouir. Le multilatéralisme néolibéral a rendu les BRICS beaucoup moins à même de viser quelque intervention Sud-Sud qui aurait un caractère positif.

De fait, l'éviction de Rousseff le dé-

montre clairement et le nouveau régime de Temer devrait tenter à tout prix de restaurer sa position dans le monde. La dérive vers l'Ouest annoncée la semaine dernière par le ministre des affaires étrangères de Temer, José Serra, ainsi que l'agenda néolibéral de la politique intérieure, suggèrent que ce sera le cas. Mais alors qu'il est évident que Serra va devenir plus actif que ne l'était Dilma Rousseff en tant qu'allié sous-impérialiste des Etats-Unis, celle-ci a de toute façon été très discrète sur le front de la politique extérieure, à part une rhétorique anti-yankee occasionnelle (comme lorsqu'elle apprit d'Edward Snowden qu'Obama avait surveillé son téléphone et sa messagerie électronique).

Ainsi que le regrettait récemment le commentateur intelligent et généralement pro-BRICS, Oliver Stuenkel: «*Rousseff a échoué à mettre en place quelque chose qui ressemblerait à une doctrine de politique étrangère. La politique étrangère du Brésil depuis 2011 a été avant tout modelée par l'ahurissante indifférence de la présidente envers tout ce qui touche à l'international, et l'incapacité des responsables de politique étrangère à convaincre Rousseff que cette politique étrangère pouvait servir à des fins intérieures, ainsi que [les deux présidents précédents] Lula et Cardoso l'ont si habilement montré.*»

Serra, d'un autre côté, a promis que «*la priorité serait donnée aux nouveaux partenaires en Asie, notamment la Chine, ce phénomène économique du 21^e siècle, et l'Inde. Nous nous efforcerons de moderniser nos échanges bilatéraux avec l'Afrique, notre grand voisin de l'autre côté de l'Atlantique (...). Nous profiterons également des opportunités offertes par les forums inter-régionaux avec d'autres pays en voie de développement, tels que les BRICS, pour accélérer les échanges, les investissements et le partage d'expériences.*»

SOUS-IMPÉRIALISME

Parmi ceux qui voient le Brésil en victime de l'impérialisme, beaucoup pensent que le pays, avec les autres BRICS, joue un rôle progressiste sur la scène globalisée. Zondi a brièvement développé ce point de vue pour le journal *Cape Times*: «*la plateforme des BRICS est devenue la plus puissante pour la pour-*



suite d'une réforme mondiale (...) Le Brésil a été une voix cruciale dans les débats mondiaux sur la réforme de la gouvernance internationale, y compris le FMI et la Banque mondiale, et pour des revenus équitables pour le monde en développement dans les négociations commerciales mondiales. Le Brésil a défendu des conditions de travail décentes, la souveraineté alimentaire, une contribution plus importante de l'Ouest pour répondre au changement climatique, la justice environnementale et la fin de l'écologie impérialiste. Il a également plaidé en faveur du devoir de protection. Nous pourrions maintenant regretter tout cela. Le Brésil joue un rôle important dans l'effort actuel visant à transférer le pouvoir global, des puissances coloniales et de leur diaspora en Amérique du Nord vers toutes les régions du monde. C'est un partenaire clé dans la coopération Sud-Sud.»

De nombreux Sud-africains sont impressionnés par les BRICS, mais la réalité de l'action globale du Brésil est moins rose. Dans les questions multilatérales plus importantes, les élites des BRICS ont œuvré contre les intérêts de la majorité dans le monde et contre l'environnement. Il suffit de considérer l'action du Brésil au sein du Fonds monétaire international (FMI). Il s'est battu depuis 2010 pour reconfigurer le pouvoir décisionnel dans cette institution. Son poids a ainsi été fortement augmenté, de 23% (37% pour la Chine, 11% pour l'Inde, et 8% pour la Russie). Ce n'est pas une mauvaise chose. Mais l'arrangement s'est fait au détriment des pays africains : le Nigeria a ainsi perdu 41% de son poids dans les votes, la Libye 39%, le Maroc 27%, le Gabon et l'Algérie 26%, et même l'Afrique du Sud a reculé (de 21%). «Les BRICS contre l'Afrique» semble une façon plus réaliste de décrire le rôle du Brésil dans la réforme de la gouvernance du FMI.

Les manœuvres brésiliennes dans les autres institutions mondiales, y compris l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui est actuellement dirigée par le brésilien Roberto Azevedo, ne sont pas moins dommageables. D'après la chaîne Third World Network (TWN), plutôt favorable aux BRICS, le Brésil s'est accordé à l'OMC avec les Etats-Unis et l'Union européenne pour s'assurer que l'Inde n'obtienne pas ce qu'elle proposait afin de maintenir ses subventions aux aliments,

ce qui dans les années à venir entraînera de grandes souffrances pour des dizaines de millions de paysans indiens. Ainsi que Chakravarthi Raghavan l'a souligné sur TWN, «à la veille de Nairobi, le Brésil a abandonné unilatéralement l'alliance du G20 pour rejoindre les Etats-Unis et l'Union européenne, en jouant contre la Chine et l'Inde», sans parler des pauvres dans le monde.

Bien sûr, le comportement du Brésil n'est pas exceptionnel. La Chine et la Russie bloquent avec persistance les efforts du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du sud afin de devenir membres permanents du Conseil de sécurité. Le fait est que la solidarité inter-BRICS, sans parler d'une solidarité plus large Sud-Sud, est difficile à trouver dans la réalité.

La question du rôle du Brésil dans le combat contre la crise environnementale mérite également une analyse plus poussée. En 2009, Lula a soutenu – avec les Etats-Unis, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – l'accord de Copenhague qui a invalidé les objectifs contraignants du Protocole de Kyoto et contenait des objectifs de diminution d'émissions de gaz à effet de serre sans ambition aucune, en ruinant cette même année le processus engagé à l'ONU. De plus, au sommet de la terre de Rio en 2012, Rouseff s'est fait le porte-voix de l'approche pro-business de «l'économie verte», rejetée par la plupart des pays du Sud. Elle s'est également montrée fière d'avoir signé l'accord sur le climat de Paris, en 2015, un accord qui garantit un réchauffement mondial catastrophique et qui désormais empêche légalement les victimes climatiques du Sud de poursuivre les pays du Nord pour leur dette climatique.

Le Brésil a aussi joint ses forces à l'UE – contre la Bolivie – afin d'«ouvrir les mêmes brèches du marché du carbone qui ont sapé le dernier accord sur le climat», selon Oscar Reyes de l'Institute for Policy Studies⁶. Celui-ci relève que «l'accord de Paris autorise explicitement les pays à comptabiliser comme les leurs les réductions d'émissions d'autres pays, en utilisant l'euphémisme "résultat des réductions transférées internationalement".»

Enfin, l'affirmation selon laquelle le Brésil «a également plaidé en faveur du devoir de protection» ne tient tout simplement pas la route. Considérons Haïti et le rôle que des pays comme le Brésil sont chargés d'accomplir dans le «devoir de protection». Comme l'explique Mark Weisbrot (un sympathisant du PT), «l'occupation de Haïti par l'ONU est en réa-

lité une occupation américaine, ce n'est pas plus une force multilatérale que la "coalition des volontaires" avec laquelle George W. Bush a envahi l'Irak. Et elle est en outre difficilement plus légitime. Cette force a été envoyée en 2004, après qu'un coup d'Etat avait renversé un gouvernement démocratiquement élu. Loin d'assurer la sécurité des Haïtiens après ce coup d'Etat, la mission de l'ONU à Haïti est restée l'arme au pied quand des milliers d'Haïtiens qui avaient soutenu le gouvernement élu ont été tués, et des responsables du gouvernement constitutionnel, emprisonnés.»

En dépit de son «devoir de protection» onusien, le Brésil n'a rien fait pour dénoncer ou s'opposer aux crimes de l'occupation, notamment des viols et abus sexuels d'enfants haïtiens par des soldats de l'ONU.

Pendant ce temps, à Johannesburg, la rhétorique aux allures de gauche de la Luthuli House (siège de l'ANC) n'est rien d'autre que de la poudre aux yeux jetée par les politiciens. Lorsque les leaders de l'ANC accusent le courageux protecteur des citoyens, Thuli Madonsela, d'être un agent de la CIA, ou bien déclarent que le programme «Mandela Washington Fellowship»⁷ de l'ambassade US entraîne des jeunes en vue d'un «changement de régime», ils se donnent une apparence anti-impérialiste. Mais en réalité, Washington n'a aucun désaccord avec Pretoria. L'ANC a toujours excellé dans l'art de parler à gauche et de marcher à droite. L'empire américain est réel et oppresseur, mais cela ne doit pas empêcher une appréciation claire et critique du véritable rôle des BRICS dans le monde. □

1 Voir, dans notre numéro 76 de mai 2016, l'interview de Ricardo Antunes, «Destitution de Dilma Rouseff: que se passe-t-il au Brésil?»

2 Cet article est paru initialement sur le site de la revue étatsunienne Jacobin, <https://www.jacobinmag.com/2016/05/brazil-south-africa-rousseff-zuma-imperialism-cia-coup/>

Patrick Bond est professeur d'économie politique à l'université de Witwatersrand à Johannesburg et professeur honoraire à l'université de KwaZulu-Natal. Il a coédité l'ouvrage «BRICS: An Anti-Capitalist Critique», paru en 2015 chez Haymarket Books.

3 A la note BB+, échelon le plus élevé pour les dettes jugées de cette nature.

4 <http://ilmanifesto.global/joao-pedro-stedile-its-time-to-mobilize/> Issu d'une dissidence du PC italien à la fin des années 1950, «Il Manifesto» continue à se réclamer du communisme.

5 Le commandement militaire des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM).

6 <http://fpif.org/seven-wrinkles-paris-climate-deal/>

7 L'administration Obama le présente comme un programme phare de l'Initiative en faveur des jeunes dirigeants africains (Young African Leaders Initiative, YALI) et il incarnerait la volonté d'Obama d'investir dans l'avenir de l'Afrique.

Ce n'est qu'un début...

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Quatre mois de mobilisations soutenues n'auront donc pas suffi à imposer le retrait du projet de loi « Travail ». Mais ce mouvement laisse des traces profondes et a ouvert une nouvelle étape de luttes.

Dès le mois de mars, il était clair que pour que le mouvement gagne, deux conditions allaient être requises. Il fallait d'une part qu'il se massifie, que la classe ouvrière et le peuple « déferlent », dans la rue et/ou dans la grève. Et, d'autre part, face à des directions syndicales qui, sans « trahir » les mobilisations, ne leur ont jamais donné les moyens d'aller jusqu'au bout, que l'auto-organisation se développe à grande échelle, en particulier à

non plus été au rendez-vous à l'exception de quelques cas, comme les comités de grève formés dans plusieurs gares parisiennes ou, un peu plus tôt, les AG de grève ou de lutte de quelques universités et leurs tentatives de coordination. Il est symptomatique qu'elle ait été en recul y compris par rapport au mouvement de 2010 en défense des retraites. Il manquait l'expérience de luttes d'ampleur récentes, qui aurait permis de prendre plus largement la

cheur de la mobilisation, mais il est retombé au bout de deux mois et n'est pas parvenu à s'étendre significativement aux lycéens – il est vrai en butte à un niveau rarement vu d'intimidation et de répression.

Les manifestations, qui ont rythmé le mouvement du début à la fin, n'ont jamais été réellement « de masse ». Il y a en France (et pas seulement à gauche) une habitude consistant à multiplier, parfois de beaucoup, le nombre réel des participants. Mais en même temps, dans ce pays, les cortèges de rues massifs ont toujours été exceptionnels : 500 000 personnes dans la rue, cela peut faire tomber un gouvernement voire menacer un régime.

La manifestation la plus nombreuse a été celle – nationale – du 14 juin, qui a regroupé en « chiffres réels » près de 150 000 participants. C'était impressionnant, mais néanmoins inférieur aux plus grosses démonstrations de 2003 (plan Fillon), 2006 (CPE) et 2010. Ceux et celles qui ont défilé étaient des militants, essentiellement syndicaux – et des salariés en lien ou directement influencés par eux. Un « déferlement », une irruption de masse, c'est ce qui s'était produit par exemple dans l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002, avec les centaines de milliers voire millions de personnes descendues dans la rue après le choc de la qualification de Le Pen.

A partir du 31 mars, le mouvement Nuit Debout a joué un rôle très positif pour l'élargissement et la poursuite du mouvement, en jetant un pont entre les mobilisations de la jeunesse et les grèves des salariés, et en offrant un cadre permettant à une série de



Les dockers, un des secteurs qui se sont retrouvés en pointe de la lutte. Photothèque rouge/JMB.

travers des comités de grève et des AG interpros. C'est l'absence de ces deux facteurs qui explique la non-victoire.

Quoique largement soutenu par l'opinion publique, ce mouvement est en effet resté limité à une « avant-garde de lutte » (dont la composition précise a changé au long de ces quatre mois). A certainement joué dans ce sens le fait qu'il ait surgi après plusieurs années de recul (depuis 2010), et ait été confronté à la nouveauté que représentait la nécessité de s'opposer frontalement à un gouvernement « gauche ».

Quant à l'auto-organisation, elle n'a pas

mesure des limites de la politique des directions syndicales.

Les AG interluttées qui se sont organisées dans plusieurs villes, parfois dans le cadre des Nuits Debout, ont rassemblé un secteur des militants les plus conscients. Elles ont joué un rôle très utile, tout en représentant une sorte de substitut à la généralisation des AG locales interpros qui avait marqué notamment le mouvement de 2003.

DU MOUVEMENT ÉTUDIANT AUX GRÈVES OUVRIÈRES

Le mouvement étudiant a été le déclen-





secteurs mobilisés (étudiants, postiers, cheminots, hospitaliers, travailleurs sociaux...) de se cordonner. Cependant, à son plus haut, il n'a jamais réuni plus de quelques milliers de participants, à Paris comme en régions. Très loin par conséquent des déferlantes du 15-M (« Indignés ») en Espagne, d'Occupy aux Etats-Unis ou du mouvement des places en Grèce.

Enfin, les grèves ont été significatives durant les mois de mai et juin, mais se sont limitées à l'échelle nationale à quelques secteurs (chimie/pétrole, ports et docks, traitement des déchets...). La direction confédérale de la CGT a fait des déclarations en faveur de leur « généralisation », sans néanmoins agir réellement dans ce sens. Un rôle particulièrement négatif a été joué par la direction fédérale CGT des cheminots, qui a tout fait pour empêcher la jonction de la lutte contre le « décret-socle », touchant directement les travailleurs de l'entreprise, avec celle, plus globale, engagée contre la loi El Khomri ; tout en « profitant » du mouvement général pour obtenir à la SNCF des concessions, substantielles quoique précaires, à travers un accord qu'elle a avalisé sans le signer.

Plus généralement, Hollande et Valls ont fait une série de concessions (parfois en les imposant à des directions d'entreprise réticentes) à des secteurs en lutte, dans le but de désamorcer le mouvement général et de préserver la loi El Khomri, en particulier son emblématique article 2 sanctionnant l'inversion de la hiérarchie des normes. Les prochains mois diront si cette tactique leur aura servi pour démobiliser durablement ou si, au contraire, les petites victoires engrangées alimenteront de prochaines mobilisations.

UNE RUPTURE DE MASSE AVEC LE GOUVERNEMENT

Ces limites n'invalident cependant pas les nombreux acquis du mouvement.

En lien avec l'expérience accumulée, le fait décisif de ce printemps aura été qu'il a sanctionné – tout en l'approfondissement – une rupture de masse, au cœur du « peuple de gauche », avec le PS et son gouvernement. Une nouvelle opposition a ainsi surgi dans la rue,

très différente de celle des forces réactionnaires et de leurs « manifs pour tous ».

Une de ses illustrations a été la participation importante (peut-être jusqu'à un tiers du total?) des militants de Force ouvrière à la manifestation nationale du 14 juin : c'est le secteur le plus ouvrier et militant de l'électorat traditionnel du PS qui défilait au milieu (et en harmonie avec) des pancartes brocardant Hollande, Valls et les trahisons des « socialistes ».

Une spécificité du mouvement a été la diversité des secteurs du monde du travail – au sens large, incluant les travailleurs en formation, les retraités, les chômeurs, les « indépendants » ou « ubérisés » – qui y ont pris part. Avec, dans ce cadre, un poids significatif des travailleurs du privé. On a ainsi vu, pour la première fois depuis des années, quelques mouvements de grève dans l'automobile. Fin juin, de nouvelles grèves pour des revendications spécifiques ont éclaté dans une série d'entreprises, comme l'audiovisuel ou les éboueurs de Bordeaux. Dans un nombre de cas non négligeable (comme pour les facteurs de Rivesaltes après 212 jours de grève), les revendications ont été totalement ou en partie satisfaites.

Une autre caractéristique – qui n'est pas la moindre – est la dimension anti-système (si ce n'est anticapitaliste) des mobilisations, qui s'est notamment exprimée dans le slogan, surgi à Nuit Debout, « contre la loi El Khomri et son monde ». C'est une différence notable avec la période de 1995 à 2010, dont la conscience était majoritairement tournée contre les « excès » du capitalisme néolibéral – d'où l'importance qu'avait prise alors la défense des services

publics et des autres « acquis de la Libération »¹.

Cette dynamique devrait pousser à la poursuite des luttes. C'est très probablement un nouveau cycle qui s'est ouvert. La situation est différente de celle de l'après 2010, quand l'échec avait marqué l'épuisement et la fin du cycle initié en 1995.

LES PROCHAINS ENJEUX

La première des questions sera évidemment de savoir si la mobilisation trouvera un prolongement dès la rentrée de septembre. La perspective d'une journée d'action interprofessionnelle, si elle se concrétise, pourrait y contribuer.

Mais par ailleurs, nous entrerons aussi, dès ce moment, dans une phase plus « politique », marquée par la proximité et la préparation des élections présidentielle et législatives. Dans cette séquence, une question centrale sera celle de savoir qui, quel courant politique, se montrera capable de rallier tout ou partie des milieux très larges qui viennent de rompre avec Hollande et le gouvernement. Les concurrents réformistes, de Mélenchon aux gauches du PS (sans oublier le PCF, même s'il est aujourd'hui mal en point), ne manqueront pas. De même sera-t-il nécessaire d'assumer, dans la jeunesse, un affrontement politique et idéologique avec les courants autonomes ou autonomistes.

Les anticapitalistes et révolutionnaires seront dans tous les cas confrontés à des responsabilités et possibilités renouvelées. □

¹ Une série d'auteurs ont insisté sur ce point, parmi eux Pierre Rimbart (cité ailleurs dans cette revue) dans les pages du « Monde Diplomatique ». Voir <http://www.monde-diplomatique.fr/2016/05/RIMBERT/55467>



Les militants de FO, très présents dans les manifestations, notamment ici le 14 juin. Photothèque rouge/Milo.

Syndicats sous les projecteurs de la lutte

PAR ROBERT PELLETIER

Sur fond d'évolutions de plus longue date, la brutalité de l'offensive gouvernementale et patronale a provoqué une série de repositionnements au sein du mouvement syndical.

La lutte contre la loi travail a illustré une nouvelle fois la fracture du mouvement syndical en France. Certes, depuis 1995, l'évolution de la CFDT engagée à la fin des années 1970 avait mis à jour cette ligne de rupture. Elle avait valu à cette confédération de nombreux départs au fil des mobilisations sur les retraites ou Sécu. Une ligne de fracture souvent déniée par la direction de la CGT au nom du syndicalisme rassemblé mais qui, sur le terrain, ne saurait échapper aux militant-e-s.

DIVISER POUR RÉGNER...

Depuis les origines du syndicalisme, la bourgeoisie française s'est efforcée de mettre en place des contre-feux au syndicat le plus radical, en fait la CGT. Ce fut d'abord, avec la bénédiction de la hiérarchie catholique, la création en 1919 de la CFCT dont le mot d'ordre fondateur était «*la paix sociale*». Fondée en 1944, la CGC se fixait comme objectif d'éviter que les cadres ne soient influencés par la CGT, en les syndiquant de façon séparée. Enfin, Force ouvrière scissionna la CGT en 1947 en réponse à la stalinisation de cette dernière, avec le soutien de l'AFL-CIO américaine et de la CIA.

Cette volonté de minimiser la place de la CGT s'est manifestée de façon permanente au fil des années. Notamment à travers la création pour les élections professionnelles d'un deuxième collège réservé aux salariés les plus qualifiés, puis d'un troisième collège réservé aux cadres, tous salariés censés ne pas se reconnaître dans la CGT. Bien des comités d'entreprise ou d'établissement, bien des CHSCT sont aujourd'hui, grâce à cette répartition, dirigés par la CFDT et ses alliés avec l'appui du chef d'entreprise.

... OU UNIR DANS L'INTÉGRATION ?

A partir des années 2000 et notamment sous Sarkozy, la bourgeoisie française a tenté de faire franchir un pas supplémentaire à l'intégration de l'ensemble du mouvement syndical. La multiplication des concerta-

tions, des diagnostics partagés et la signature de nombreux accords, y compris par la CGT, ont conforté cette orientation. L'accord sur la représentativité de 2008, construit et validé par la CGT et la CFDT, même s'il a suscité des critiques, en a signifié une consolidation essentielle. La politique du dialogue social permit l'adoption des différentes contre-réformes des retraites et marqua durablement les mobilisations.

Mais la multiplication des attaques contre les acquis sociaux a suscité un développement des résistances, qui a réactivé les clivages au sein du front syndical. D'un côté, ceux qui, autour de la CFDT, les valident dans leur quasi-totalité; de l'autre, autour du front CGT-FO-FSU-Solidaires, les militants qui accompagnent voire encouragent celles et ceux qui les combattent. Si la stratégie du syndicalisme rassemblé est en échec, celle du dialogue social continue cependant de parasiter l'action de la «petite» intersyndicale.

A LA LUMIÈRE DE L'ÉPREUVE DE FORCE

La lutte contre la loi travail marque une évolution dans le partage du champ syndical. En ce qui concerne la CFDT, fidèle à sa politique d'accompagnement des reculs sociaux, pas de contestation importante, même si on peut voir dans chaque manifestation des cortèges de ses syndicats, dont celui de la métallurgie de la région parisienne. D'ores et déjà, de nouveaux départs de militants sont annoncés.

Force ouvrière continue d'être capable, au moins dans des manifestations de rue, de mobiliser de nombreux salariés. La FSU n'en finit plus de glisser dans le camp de l'accompagnement des politiques gouvernementales, un processus engagé depuis l'arrivée au pouvoir de Hollande. A l'opposé, la CGC, à l'issue d'un congrès qui a évincé la secrétaire générale sortante, s'est engagée dans une dénonciation modérée de la loi travail.

Solidaires est confronté à plusieurs problèmes, nés en partie de son relatif dévelop-

pement. Le renouvellement de sa direction lors du dernier congrès a marqué une prise de distance avec les forces politiques, une sorte de «recentrage» laissant de côté ce qui sortait du champ strictement syndical. Solidaires s'inscrit dans une stratégie «unitariste», illustrée notamment lors de sa co-signature du communiqué de presse intersyndical commun du 23 février sur la Loi El Khomri, en actant deux regroupements dont l'un de pâle dénonciation avec la CFDT et l'autre plus mobilisateur... l'un et l'autre «oubliant» cependant l'exigence du retrait de la loi. Cette difficulté à se démarquer du cadre unitaire, notamment avec la CGT, s'est retrouvé dans la mobilisation à la SNCF ou lors de l'acceptation du parcours de la «manifestation» du 23 juin.

La réduction du poids du PCF dans le syndicalisme a laissé une place plus importante aux différents courants du PS. C'est un des éléments d'explications du repli de la FSU, en accord avec les évolutions sociologiques du corps enseignant. A contrario, le gouvernement a par sa politique minorisé ses relais au sein de la CGT, et contraint ceux dont il dispose dans Force ouvrière à s'engager dans la mobilisation.

L'affrontement total engagé par la bourgeoisie pourrait bien ne plus tolérer un syndicalisme capable a minima de défendre les acquis sociaux. Le glissement de la CFDT et de ses ombres dans la franche collaboration de classe illustre le syndicalisme dont rêve la bourgeoisie. Dans d'autres pays, tels que l'Italie (CGIL) ou l'Espagne (CCOO), les confédérations sœurs de la CGT ont déjà fait le choix de s'allier aux «sœurs» de la CFDT.

L'intransigeance du gouvernement, sa politique brutalement répressive ont pour conséquence de laisser peu de marge de manœuvre au syndicalisme. Lutte de classe ou bataille pour occuper des places dans le dialogue social: un débat, des choix qui ne nous sont pas indifférents et qui risquent de peser lourd dans les mobilisations à venir. □

CGT: un recentrage à gauche ?

PAR ROBERT PELLETIER

Ces dernières années, des contradictions de tout type se sont multipliées dans la CGT. A la faveur de la mobilisation contre la loi Travail, la pression de ses équipes militantes combatives, attachées à une lutte de classe, a été forte sur la direction confédérale...

Depuis des semaines gouvernement et patronat, lourdement accompagnés par les médias, pilonnent la CGT et plus particulièrement son secrétaire général, Philippe Martinez. Quelques mois en arrière, aucun militant n'aurait pourtant envisagé qu'une mobilisation de plus de quatre mois contre un projet gouvernemental trouverait à sa tête une intersyndicale animée par la CGT. Le contraste est grand avec une confédération au bord de la crise de nerfs quand Thierry Lepaon, en janvier 2015, était contraint à la démission.

AUX ORIGINES DES CRISES

Les difficultés auxquelles la CGT fait face partent des évolutions du système économique, des mutations de l'organisation de la production et des échanges, en lien avec les profonds changements technologiques. La spécificité de la CGT réside dans ses rapports au PCF : la politique longtemps imposée par ce parti, à travers sa mainmise organisationnelle, a provoqué une profonde stérilisation bureaucratique, aux lourdes conséquences sur la capacité de la CGT à prendre en compte les évolutions économiques, sociales et sociétales.

Confrontée à la grève générale de Mai 68 avec pour cadre politique la stratégie du PCF, faite d'unité des partis de gauche et d'encadrement des mobilisations ouvrières, la CGT a alors été perçue, par une large frange de travailleurs, au mieux comme n'ayant pas été à l'avant-garde de la mobilisation, au pire comme ayant fait beaucoup pour son échec avec son refus de la centralisation, de l'auto organisation, de la « politisation » du mouvement, ainsi que la mise en place d'un cordon sanitaire autour de la jeunesse et des « gauchistes ».

Cette attitude a eu pour résultat une

faible progression des effectifs. Après juin 1936, la CGT avait progressé en un an de 785 278 à 3 958 825 adhérents. En passant de 1 400 000 adhérents en 1967 à 1 870 000 en 1969, la CGT a tout juste compensé l'érosion des vingt années précédentes. Celles et ceux qui ont rejoint ses rangs puis accédé aux postes de

des ripostes, leurs effectifs ont chuté de 25 % des salariés en 1975 à moins de 10 % à la fin des années 1980.

L'engagement de la CGT aux côtés du PCF dans la politique d'Union de la gauche puis de gauche plurielle l'a conduite à casser les luttes au nom de la responsabilité gouvernementale. En 1981, passés



responsabilité étaient représentatifs de la ligne sectaire et temporisatrice suivie dans la foulée de Mai-juin 68. C'est l'appareil qui s'est développé, avec des militants de plus en plus coupés des salariés et des mobilisations.

Après Mai 68, la bourgeoisie s'est appuyée sur les bouleversements de l'appareil productif pour déstabiliser en profondeur le mouvement ouvrier et notamment sa structuration syndicale. Le développement du chômage de masse et de la précarisation de l'emploi a pesé sur la combativité ouvrière et sur l'influence des syndicats. Dans un cadre d'individualisation et de judiciarisation

les premiers mois et quelques mesures attendues d'un gouvernement de gauche, vint le temps des désillusions : désindexation des salaires par rapport à l'inflation, accompagnement des restructurations, mise en cause de la hiérarchie des normes.

La CGT est passée de 1 380 000 membres en 1980 à 639 000 à la veille du mouvement de novembre-décembre 1995. Le gouvernement a cherché à marginaliser le syndicalisme « de classe » pour passer à un syndicalisme de « dialogue social » : multiplication des négociations, des réunions de concertation. La chute du mur de Berlin, les déboires électoraux du PCF

ont accéléré la démoralisation des militants les plus engagés, tandis que la prise de distance avec le PCF a débouché sur une perte de tout repère politique. La baisse des résultats aux élections syndicales et la réduction des équipes militantes étaient telles qu'un texte du congrès de 1992, l'année où la « forteresse ouvrière » de Billancourt a fermé ses portes, expliquait que « l'existence même de la CGT est en jeu ».

Viannet, secrétaire général en 1992, a recherché les voies d'un renouveau de la CGT, par un recentrage qui ne disait évidemment pas son nom, sous l'impulsion des « modernistes » notamment en responsabilité à l'UGICT (Union générale interprofessionnelle CGT des cadres et techniciens). La mise en place des 35 heures a engagé la CGT dans la voie d'un compromis, réduction du temps de travail contre annualisation. Outre des débats parfois houleux en interne, leur mise en œuvre a souvent renforcé les doutes sur l'action syndicale. L'intensification du travail et de sa pénibilité, le quasi blocage des salaires ont laissé un goût amer dans un contexte où des négociations souvent complexes prenaient le pas sur les mobilisations.

CHANGEMENT DE PARADIGME

En fait, c'est toute la construction politique CGT-PCF qui était remise en cause. Celle-ci reposait sur le gain de positions de cogestion dans l'appareil d'État, notamment dans ses prolongations industrielles (secteur nationalisé dans l'automobile, la sidérurgie, l'énergie...) et bancaires, ainsi que dans l'ensemble de la fonction publique. Ces implantations permettaient d'assurer une grande partie de l'assise financière de la confédération à travers les multiples strates de négociation, les délégations offertes aux militants et différentes sources de financement (comités d'entreprises, subventions directes, locaux, équipements divers). Elles étaient censées faciliter la mise en œuvre d'une politique de démocratisation de l'État et de la production, inscrite dans le programme du PCF.

L'accompagnement de la privatisation d'EDF-GDF a été emblématique de cette orientation¹. Dans un secteur économiquement décisif, la direction de l'un des bastions de la CGT s'est complètement engagée en faveur de la privatisation, contre la majorité des salariés. Cette liquidation du secteur public s'est poursuivie, sous l'impulsion du gouvernement et avec le soutien du PCF, à travers les « ouvertures du capital » que les syn-

dicats CGT concernés ont cautionnées ou face auxquelles ils n'ont que peu réagi. Air France, les Postes et télécommunications, les banques, la sidérurgie, Renault, etc., autant de changements de statut dont l'une des conséquences a été l'affaiblissement des syndicats CGT.

Parallèlement, la direction confédérale a engagé une réorganisation des structures. Cela a été le temps des changements de noms, de la mise en place de commissions pour élaborer les positions des organisations en lieu et place de structures élues, des appels systématiques aux experts, de la multiplication des commandes de sondages. L'intégration dans la Fédération européenne de la métallurgie puis dans la Confédération européenne des syndicats a encore augmenté le nombre des experts, économistes, spécialistes des questions internationales coupés de tout lien avec les structures, sans parler de la base.

Cette réorganisation a suscité de nombreuses oppositions. La modification du système de cotisation a mis plusieurs années à être opérationnelle. La réorganisation des structures qui prévoit la suppression et le regroupement de nombreuses fédérations, la mise sous tutelle des UL voire des UD coiffées d'autres structures, toujours reportée, constitue un véritable serpent de mer des débats internes.

Au total, parfaitement alignée sur les orientations du PCF, la CGT n'a donné que des mauvaises réponses aux transformations à marche forcée initiées par la bourgeoisie².

DE LA CRISE À LA GUERRE OUVERTE

L'ensemble de ces résistances s'est cristallisé dans l'imposition du vote Non au référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen. Dans ces « années Thibault », la CGT est restée en recherche d'une stratégie. Malgré l'échec des mobilisations sur les retraites, la Sécurité sociale et les régimes spéciaux, la stratégie du syndicalisme rassemblé n'a pas été remise en cause. Pire, la victoire de Sarkozy en 2007, théorisée comme un recul durable des forces politiques de gauche, déboucha sur une prise de distance encore plus nette avec « le politique ». Pour Thibault à cette époque, « nous ne sommes ni dans l'opposition, ni dans l'accompagnement, nous jugerons aux actes ». Prétendant la dégradation du rapport de forces, la direction confédérale a alors engagé la CGT dans la logique des diagnostics partagés et des solutions communes face à un gouvernement à l'offensive.

L'accord CGT-CFDT de 2008 sur la représentativité illustre à la fois la volonté de concertation avec le gouvernement et l'engagement sur la voie d'un syndicalisme de représentation, centralisé bureaucratiquement et s'éloignant toujours plus de l'entreprise et des luttes, avec la signature de multiples accords nationaux : sur la formation professionnelle, l'égalité hommes/femmes, le stress au travail.

Mais la succession de Bernard Thibault a révélé au grand jour les multiples contradictions et motifs de crises qui traversaient la CGT. Contrairement à de nombreux commentaires, cette crise n'a pas été une affaire de personnes mais la réfraction de fractures profondes présentes dans la CGT, ainsi que des difficultés rencontrées par la centrale dans les luttes, dans son fonctionnement et dans son rapport aux salariés.

Souvent évoqués, la volonté de féminisation de la représentation de la CGT, ou le passif accumulé entre Thibault et Aubin (responsable d'une fédération de la construction qui s'était opposée à la direction confédérale) sont des explications marginales au regard des positionnements de fond que représentaient chacun des postulants. Des questions qui, auparavant, se réglaient en amont au sein du PCF se retrouvaient désormais sur la place publique, en raison de l'effacement de la fraction liée au PCF dont l'hégémonie était contestée par des courants proches du PS, à travers un réseau de commissions et d'experts ne rendant aucun compte aux instances régulières de la confédération.

Lepaon apparaissait alors comme le moins gênant, le moins intrusif, pour les structures souhaitant conserver leurs marges de manœuvres tant organisationnelles que politiques. Leurs préoccupations politiques pouvaient être très différentes. D'un côté les « traditionalistes » (fédés chimie, agro, bâtiment, ports et docks, etc.) qui pouvaient être encore adhérentes de la Fédération syndicale mondiale (FSM)³, avec un fonctionnement largement inspiré des anciennes méthodes « stalinienne », mais qui peuvent aussi être porteuses d'une vraie combativité que l'on retrouve par exemple chez Goodyear. De l'autre, les structures qualifiées souvent de manière péjorative de « modernistes » (fonction publique), affichant une volonté d'un





fonctionnement plus démocratique, une ouverture aux « politiques » et aux associatifs. De nombreuses UD sont également impactées par ces divisions et surtout par la menace qui reste suspendue au-dessus d'elles d'un chapeutage» par des structures mises en place par la confédération et que celle-ci contrôlerait.

CHANGER LA TÊTE POUR NE RIEN CHANGER ?

Mais la neutralité supposée de Lepaon s'est rapidement effacée devant la politique qu'il impulsait. Son goût affirmé pour le dialogue social, forgé par un passage au CESE (Conseil économique, social et environnemental), son autoritarisme d'autant moins toléré qu'il n'avait pas l'autorité morale de Thibault, ont unifié une opposition hétéroclite mêlant critique du dialogue social, exigences démocratiques et unité d'action avec partis et associations.

Les « affaires » censées ne renvoyer qu'au dérapage d'une personne révélaient en fait des modes de fonctionnement largement partagés et auraient pu conduire à engager une réelle réflexion, dans la transparence, sur le financement et la gestion de la confédération. La simple éventualité que soient abordées les questions du financement ou de gestion de la centrale a cependant semé la terreur dans l'ensemble d'un appareil qui, faisant taire ses divergences, a rapidement pris les moyens de mettre fin au débailage. Au total, ces dossiers seront vite refermés, Lepaon rapidement quasi amnistié – et bientôt reclassé.

Le remplacement de Lepaon par Philippe Martinez n'a résolu aucune des questions posées à et dans la CGT. Les manœuvres au sommet de l'appareil ont fait que cette succession est apparue comme un nouveau replâtrage. La volonté de ne rien changer s'est confirmée au cours des mois suivant la mise en place de la nouvelle équipe. Cela a suscité un malaise d'autant plus vif que, face à l'amplification des attaques menées par le gouvernement, l'organisation des ripostes était franchement en retrait. Au prétexte de la recherche de l'unité syndicale, de prétendues avancées sur les TPE-PME dans la loi Rebsamen, les ripostes ont été plus que timorées, y compris contre la loi Macron. Le flottement, menant finalement à la non-participa-

tion, face à la conférence sociale d'octobre 2015 a illustré ces tergiversations. Les hésitations par rapport à un président et un gouvernement de gauche, à la mise en place desquels la CGT avait fortement contribué, demeuraient, quoique de plus ou plus contestées en interne. Dans le même temps, à travers ses 2 000 rencontres avec les syndicats, le nouveau secrétaire général s'efforçait d'asseoir son autorité dans un dédale d'appareils défendant leurs propres prérogatives.

Dans les mois qui ont précédé le 51^e congrès (du 18 au 22 avril 2016), cette politique a été au centre des échecs de mobilisations comme celles du secteur hospitalier contre la Loi Hirsch-Touraine, ou de Radio France contre le plan Gallet. Le syndicalisme rassemblé, le refus d'un affrontement avec le gouvernement constituaient la panoplie d'équipes syndicales en quête de stratégie gagnante avec une direction confédérale dont la principale qualité était la discrétion. Les congrès de plusieurs fédérations (commerce, transport, santé) et UD ont donné lieu à des affrontements importants. Si, comme dans la fédération santé, les exigences démocratiques occupaient souvent une place importante, les critiques de l'orientation des directions étaient rarement explicites et débouchaient encore moins sur une nouvelle stratégie de lutte.

UN CONGRÈS AU COEUR DE LA MOBILISATION...

Dans ce contexte, la préparation du 51^e congrès est longtemps restée peu visible. Si les « grands congrès » laissent souvent indifférents la majorité des adhérents, c'est l'occasion pour les directions de montrer qu'elles sont représentatives de leurs bases, que la démocratie règne et que la CGT est bien le syndicat qui défend les intérêts des travailleurs. Cela nécessite une préparation minutieuse dans laquelle les débats de fond sont pratiquement absents et où le « filtrage » des délégués est la règle. Ce congrès a ainsi vu se mettre en place un double filtrage des délégations : par la structure professionnelle, et par la structure géographique et interprofessionnelle. De plus, les critères « sociologiques » viennent sérieusement multiplier les obstacles avec l'imposition de quotas pour les jeunes, les femmes, les techniciens, ainsi que l'objectif d'une couverture du territoire et des différents types d'entreprises.

Mais la mobilisation contre la loi El

Khomri engagée dans les semaines précédentes a bouleversé le déroulement du congrès. En effet, si cette mobilisation a véritablement commencé en dehors d'une initiative syndicale en général, et CGT en particulier, son développement massif et rapide a imposé une toute autre feuille de route que celle esquissée au départ.

Tout avait commencé avec la calamiteuse déclaration intersyndicale, unitaire, du 23 février 2016, qui n'exigeait pas le retrait du projet de loi et plaçait quasiment sur un pied d'égalité l'unité pour ne rien faire avec la CFDT et une unité plus combative avec le front des « sept » organisations qui maintient la mobilisation jusqu'à ce jour. Devant l'ampleur prise par la pétition sur internet, et sous la pression des structures déjà engagées dans la mobilisation, la direction confédérale a corrigé le tir dès la manifestation du 9 mars, en acceptant la convergence des rassemblements de l'intersyndicale du matin avec celui des « jeunes » l'après-midi. Et la prise en charge de la mobilisation par de nombreuses structures CGT, notamment interprofessionnelles, l'a obligée à maintenir ce cap.

... ET DU COUP, ANIMÉ

C'est dans la foulée des grandes manifestations du 31 mars que le congrès confédéral s'est ouvert. Dès son introduction, Martinez a donné le ton d'une radicalité assumée. Cette posture a permis d'éviter les critiques qui auraient pu pointer une réelle mollesse de ses premiers mois de la mandature. Et ceci, d'autant plus que les médias s'étaient fait un devoir de surexposer la radicalité des luttes, en s'appuyant d'abord sur des exemples de violences cégétistes : la chemise du DRH d'Air France et les 36 heures de séquestration de deux cadres de Goodyear. Mais l'emballage se produisit autour de l'affiche du syndicat Infocom, osant figurer la police à côté d'une flaque de sang. Malgré tout, le vote sur le rapport d'activité a mis en évidence une grogne alimentée par les séquelles de l'affaire Lepaon avec un niveau inédit de contre (31%) et 13% d'abstentions.

Le congrès est resté dans un entre-deux mêlant radicalité et confusion, combinant la réactivation du sentiment de « forteresse assiégée » et les difficultés bien réelles dans la mobilisation. Même si les fins d'interventions les plus combatives étaient saluées par des « tous ensemble, tous ensemble, non à la loi El

Khomri» et «tous ensemble, tous ensemble, grève générale». La résolution sur le mouvement contre la loi El Khomri comporte des ambiguïtés. Malgré plusieurs interventions visant à le «gauchir», le texte n'appelait à la grève interprofessionnelle que pour le 28 avril, en mettant la reconduction en débat dans des AG de salariés. Largement voté à main levée, ce texte a été présenté par la «grande presse» comme un durcissement, un «gauchissement» de la CGT. D'un autre côté, la multiplication des interventions contre le «syndicalisme rassemblé», pourtant mis en cause dès l'intervention initiale de Martinez, n'a débouché sur aucune modification. La radicalité affichée a malgré tout gardé ses distances avec les Goodyear, dont la

refus de la loi travail a conforté les militants dans leur engagement et maintenu la pression sur l'intersyndicale.

Reste à trouver les voies de la construction d'une victoire, dans un contexte où la mobilisation peinait à gagner en profondeur. Malgré une dénonciation des casseurs, la direction confédérale continue de faire porter l'entière responsabilité des «violences» sur le gouvernement et les ordres et consignes qu'il donne aux forces de l'«ordre».

Faute de grève générale, la mobilisation a été portée par les équipes syndicales les plus décidées. Ce sont d'une part de nombreuses structures interprofessionnelles, unions locales des alentours de Marseille à ceux du Havre, unions départementales de la Seine-Maritime aux

Nuits debout. A contrario, l'attitude particulièrement frileuse, pour ne pas dire plus, de la CGT cheminote, illustre les marges de manœuvre que gardent de telles entités.

A l'approche des vacances, sous la violence des attaques gouvernementales et l'affaiblissement de la mobilisation, la direction confédérale semble rechercher une porte de sortie. D'abord avec la déclaration de Martinez, «je ne suis pas sûr que bloquer les supporters soit la meilleure image que l'on puisse donner de la CGT». Ensuite et surtout, à travers les propositions faites lors de la rencontre avec El Khomri, qui tendent à accepter la logique de l'article 2 de la loi travail et l'inscription dans la logique gouvernementale de réécriture du code du travail. Des attermoissements mis en évidence par l'acceptation de la manifestation «statique» du 23 juin entre la Bastille et la Bastille...

DES ENJEUX RENOUVÉLÉS

Les difficultés de la CGT ne sont pas uniquement liées à sa préoccupation de sauvegarder la crédibilité d'un appareil affaibli par la mise en cause de ses liens à l'appareil d'Etat. L'autre problème est l'affaiblissement militant, fait de baisse d'effectifs et d'absence de repères politiques même réformistes.

La radicalité affichée contre la loi travail, comme l'engagement de la CGT sur le terrain de la lutte contre les discriminations (sexistes, raciales, basées sur l'orientation sexuelle) ou contre la répression antisyndicale, ne doivent pas être négligés ni résumés à des simples calculs électoralistes ou de sauvegarde d'effectifs. Les conséquences en interne de la place prise dans la mobilisation par certaines fédérations et de nombreuses structures interprofessionnelles pourraient être importantes.

Plus que la lutte pour la première place dans la course à la représentativité, questions stratégiques et construction de l'organisation vont être au coeur des batailles dans les mois qui viennent. □

Le 12 mai 2012 à Paris. Photothèque rouge/Milo.



présence au congrès n'était souhaitée qu'à sa marge, justifiant le refus de Mikael Wamen et des ses camarades d'apporter leur caution. Les deux derniers votes de ce congrès le résument le mieux : le document d'orientation n'était approuvé que par 62,77% des congressistes, tandis que la nouvelle direction confédérale était élue avec 91% de voix.

LA LUTTE CONTINUE !

Forte de cette feuille de route de combat, la direction confédérale s'est retrouvée doublement contrainte de se maintenir au premier rang de la mobilisation. D'un côté, par un gouvernement muré dans son intransigeance, n'hésitant pas à utiliser toutes les armes pour discréditer, diviser le mouvement. De l'autre, par l'engagement de nombreuses équipes militantes bien décidées à régler les comptes, tous les comptes. Le maintien à un haut niveau, dans les sondages, du

Bouches-du-Rhône ou de Paris à la Haute-Garonne qui portent, parfois à bout de bras, la mobilisation. Manifestations répétées, blocage de zones industrielles, portuaires ou de plateformes routières ont maintenu une ambiance de lutte, combative et radicale. L'occasion pour des équipes militantes, comme des militants isolés de se battre, de s'affronter au patronat, au gouvernement et... à ses flics.

Dans le même temps, la bataille est engagée par des structures plus «verticales». La chimie au travers des raffineries, les ports et docks avec les dockers, les services publics avec des centres de traitement des déchets ont également permis la permanence de la mobilisation entre deux journées de grève et/ou de manifestations nationales. Tout ceci n'a pu se faire sans la caution voire l'impulsion de la direction confédérale, allant jusqu'à se frotter à la nébuleuse des

1 Lire à ce sujet «Une privatisation négociée. La CGT à l'épreuve de la modification du régime des retraites des agents d'EDF-GDF», Adrien Thomas, L'Harmattan Questions contemporaines, 2006.

2 Une étude intéressante sur cette question, bien que centrée sur le PCF, est «Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 70» de Julian Mischi, Marseille, Éditions Agone, 2014.

3 Fondée en 1945 sous direction stalinienne, la FSM est aujourd'hui présidée par un représentant du courant syndical du Parti communiste grec (KKE). La confédération CFT s'en est désaffiliée en 1985 mais certaines de ses fédérations en sont restées membres, la chimie y ayant même réadhéré.

JEUNESSE ET LOI TRAVAIL

Elans politiques et tâtonnements tactiques d'une nouvelle avant-garde étudiante

PAR GUILLAUME LOÏC

Le printemps 2016, mouvement revendicatif ou phénomène politique ? Dans la jeunesse, étudiante et au-delà, le mouvement a vu la rapide mise au second plan, si ce n'est à l'écart, des organisations prétendant le représenter (au premier rang desquelles l'UNEF). Sans compter l'émergence de Nuit Debout après le 31 mars, mais aussi le raz-de-marée qui avait marqué les prémices de la mobilisation.

Quand, le 8 mars au matin, l'inter-organisations de jeunesse, que le NPA jeunes avait pris l'initiative de réunir la semaine précédente, tenait sa première conférence de presse contre la loi Travail, la lame de fond qui enflammait les réseaux sociaux s'était déjà chargée de mettre en accusation le «monde» qui va avec (que l'on pense à la série «#OnVautMieuxQueça») et de fixer la première date de manifestation.

Trois mois plus tard, ce sont des milliers et milliers de salarié-e-s, de jeunes (et en particulier de jeunes scolarisés) qui ont accumulé une expérience phénoménale de mobilisation, de confrontation, des lieux de travail et d'étude aux manifs en passant par les actions, la répression, la subversion des frontières qui segmentent et séparent en temps normal la société capitaliste. Une expérience qui a été mise en discussion dans les cadres d'auto-organisation du mouvement, a donné lieu à des interprétations diverses, des tentatives parfois convergentes, parfois non.

A l'approche de l'été et alors que, même si la loi passe, il est assez clair dans les têtes et dans les cœurs que ce qui s'est levé ce printemps restera un acquis pour les prochains combats, un retour sur cet élan politique et les débats qui l'ont traversé peut s'avérer utile pour penser la suite. Bien sûr, une telle réflexion est nécessairement située: l'auteur de cet article, étudiant de Paris 1, a milité au sein de son comité de mobilisation, l'un des trois plus importants ce printemps avec ceux de Rennes 2 et de Paris 8.

COMITÉS DE MOB', NUITS DEBOUT, ACTIONS: UNE NOUVELLE AVANT GARDE?

Une chose nous a frappé d'emblée, nous militant-e-s organisé-e-s, qui avons eu la malchance de faire notre internat politique dans la morne plaine Hollandaise: le caractère explosif, hyper actif, de ce mouvement contre la loi El Khomri. Et cela même si les assemblées générales et les manifestations n'ont à aucun moment atteint les effectifs de la lutte contre le CPE en 2006 ou la LRU les deux années suivantes. Il y avait même des universités où les AG ne prenaient pas vraiment, regroupaient tout juste 150 à 200 étudiant-e-s, mais où plus de la moitié des participant-e-s se retrouvaient ensuite en comité de mobilisation.

Cette méthode d'organisation qui fait partie de l'héritage du mouvement étudiant, et qui permet de doter le secteur le plus déterminé et actif d'un cadre quasi quotidien avec ses réunions, sa liste mail, désormais son groupe facebook (au moins), s'est d'ailleurs généralisée spontanément alors même qu'à part le 9 et le 31 mars, la mobilisation n'a jamais vraiment pris au-delà d'un groupe d'une douzaine d'universités et d'un noyau dur constitué de Rennes 2, Paris 8, Paris 1, Nantes ou encore Tours.

Qu'ont fait dans un premier temps ces comités de mob', alors que le mouvement se trouvait en phase ascendante, avec étudiants et lycéens comme fer de lance? Il faudrait un travail patient pour recenser l'ensemble des initiatives, des actions, des formes inventives de communication qui ont été mises en œuvre. Dès le 17 mars, et à nouveau le 24, le 31, puis le 9 avril, des blocages ont été organi-

sés, parfois sur plusieurs jours comme à Paris 8, Rennes 2 ou Tours; des initiatives qui ont permis de souder le mouvement, et de rompre la discipline des cours et du contrôle continu, une condition centrale pour que la mobilisation s'étende dans le contexte de semestres très condensés et d'un système universitaire toujours plus répressif. Mais qui n'ont pas pris la même ampleur que dans les grands mouvements des années 2000, faute,



dans la plupart des cas, de rencontrer l'assentiment d'une majorité. L'énergie débordante qui s'exprimait dès le début du mouvement a donc été en bonne

partie mise en forme, canalisée, et rendue efficace grâce à ces cadres d'auto-organisation. Mais elle ne s'y est pas restreinte, en plus de déborder d'emblée les «tâches» plus classiques de construction et d'extension de la mobilisation. On a vu s'exprimer ce printemps un imaginaire radical, toute une reprise d'initiative, un retour de l'action directe à la hauteur du dégoût inspiré par quatre années de passivisation par le «dialogue social» réactionnaire entretenu par le PS au pouvoir. Une volonté de reprendre l'espace, d'en transgresser les frontières. Avec, souvent, des explosions éphémères: comme quand une centaine d'étudiant-e-s de Paris 1 ont passé une nuit quasi-blanche, du 29 au 30 mars, pour couvrir Paris d'affiches créatives («L'oiie travaille», «Manu Militari», etc.); ou encore quand une partie d'entre eux, avec des Nuit-deboutistes, ont barricadé le Boulevard Saint-Germain trois heures durant entre le 5 et le 6 avril pour exiger la libération de manifestants gardés à vue. Les comités de mob', donc, n'ont été qu'une des expressions de cet activisme qui caractérise le mouvement. Assez vite, ils ont cohabité avec le phénomène des têtes de cortèges, qui regroupaient le pôle interfac, les différentes sensibilités de l'autonomie (avec, à Paris, une forte visibilité du Mouvement interluttés indépendant, qui ne doit pas cependant faire oublier d'autres groupes et sensibilités plus autogestion-

politique et offensive. Puis avec Nuit Debout, lancée le 31 mars au soir contre la perspective d'une nouvelle journée «carrée», et dont les diverses commissions ont souvent été animées par des étudiant-e-s mobilisé-e-s. Et enfin, jusqu'aujourd'hui, avec les dizaines et dizaines d'actions de blocage, «festives», «offensives», etc., qui circulent via des boucles textos qui, faute souvent de cadre formel d'auto-organisation, continuent à dessiner les contours de cet activisme qui s'est spectaculairement maintenu malgré la fin des cours.

LES SYNDICATS ÉTUDIANTS: DÉBORDÉS? OU UN PEU PLUS QUE ÇA...

La confrontation entre la démocratie étudiante des assemblées générale et de leur coordination, et les appareils syndicaux – avant tout celui des principales tendances de l'UNEF, qui sont les seules à avoir une implantation nationale – est un classique de toute mobilisation sérieuse sur les universités. Si, donc, le mouvement contre la loi El Khomri détonne, c'est à la fois par la manière dont la bureaucratie de l'UNEF y a été battue à plate couture dans l'après 31 mars, et par la façon dont le secteur le plus avancé du mouvement s'est en partie forgé à côté, ou en dehors, de cette confrontation elle-même. Dans un premier temps, l'UNEF avait fait le choix d'accompagner le mouvement, pour éviter de se faire déborder et probablement inspirée par la timide opposition parlementaire des «frondeurs» socialistes. Le Mouvement des jeunes socialistes, majoritaire à la direction du premier syndicat étudiant (en alliance avec les jeunes communistes depuis deux ans), s'affichait d'ailleurs officiellement du côté du mouvement. Mais la combinaison entre les quelques concessions du gouvernement (parmi lesquelles la garantie jeunes, mais aussi la taxation des CDD, prise comme prétexte de «victoire» et finalement... abandonnée par le gouvernement lui-même!) et le caractère incontrôlable du mouvement a eu raison de l'implication de ce secteur réformiste et bureaucratique, qui espérait que son départ des coordinations nationales après le 31 mars suffirait à les saborder, et n'a pu que constater sa propre marginalisation dans les semaines suivantes.

L'UNEF a donc été débordée, pas tant par le nombre que par une détermination qui se vivait comme fondamentalement opposée aux organisations traditionnelles, et s'alimentait d'une rupture profonde, et de très grande échelle, avec le Parti socialiste. Ce qui, il faut le souligner, n'a rien d'anodin alors que les années 2000 avaient été marquées par la consolidation de la mainmise

de ce dernier sur le mouvement étudiant, après la réunification de l'UNEF sous son contrôle en 2001.

Mais, alors que les batailles menées entre 2006 et 2009 sur les universités avaient conduit au gonflement – certes temporaire, mais tout de même assez marqué – d'une organisation comme Sud étudiant (aujourd'hui Solidaires Etudiants), cette fois-ci aucune alternative syndicale n'est apparue à l'avant garde étudiante comme un débouché pour s'organiser, de même que les équipes militantes syndicales n'ont joué qu'un rôle très limité dans l'animation du mouvement. Phénomène qui témoigne d'une radicalité sur laquelle il faut se pencher, mais qui s'est aussi accompagnée d'un certain désarmement des comités de mobilisation quand les présidences d'université sont passées à l'offensive sur le plan de la répression administrative à l'arrivée des partiels, faute d'expérience concrète.

UN ANTICAPITALISME «ROMANTIQUE»

Le printemps 2016 aura donc vu la jeunesse étudiante revenir sur la scène politique, en faisant sauter le verrou des médiations qui cherchent à le contenir dans des revendications strictement corporatistes. C'est souvent contre la grande majorité du milieu militant local que les AG votaient pour la levée de l'état d'urgence, pour l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, en plus évidemment du retrait de la loi Travail. L'écho rencontré dans la rue par un slogan comme «Aha-Anti-Anti-Anticapitaliste» est aussi particulièrement marquant, dans le pôle animé par la jeunesse mobilisée mais aussi, plus tard, dans des cortèges comme celui des cheminots en lutte. Il en va de même des discussions lors des AG de Nuit Debout à République, profondément anti-système, globalement plus radicales – même si bien plus confidentielles – que ce qu'avait pu être le 15M dans l'Etat espagnol. Mais, si pour des milliers d'étudiants (et au-delà), le combat contre le capitalisme et ce qu'il fait à nos vies, à l'environnement, etc., a commencé ce printemps à devenir un point de ralliement presque naturel, cette politisation radicale – fruit de la rupture avec le PS, du discrédit de la démocratie bourgeoise, du dégoût pour l'exploitation au travail désormais dépourvue de toute expectative d'ascension sociale – laisse jusqu'à entièrement ouverte la question des

Dans la manifestation du 9 avril 2016 à Paris. Photothèque rouge/JMB.



naires ou proches du courant libertaire, notamment regroupés dans les «comités d'action») et des centaines de jeunes qui souhaitaient manifester de manière plus



moyens nécessaires pour gagner. C'est en cela qu'il serait faux de conclure hâtivement que le succès des têtes de cortèges offensives marquent la percée de l'autonomisme comme stratégie: de fait, ce dernier attire et le marxisme révolutionnaire doit reprendre la discussion avec ses présupposés, ses propositions; mais avant tout, c'est l'ensemble de la discussion stratégique qui s'est ouverte, et cela dans la chaleur de l'arrivée en fanfare d'un nouveau cycle de lutte de classes.

Ainsi, de bout en bout, le mouvement étudiant sera resté peu soucieux de ses propres revendications (au-delà de la question du retrait), quand il ne développait pas carrément une aversion à s'en doter, sur le thème «revendiquer c'est supplier, c'est s'auto-infantiliser» comme disait Frédéric Lordon en amont du 31 mars, avant de modérer un peu sa position pour expliquer comment une victoire contre la loi serait une bouffée d'oxygène, pour celles et ceux qui luttent comme pour les autres qui n'osent pas encore le faire.

Ici se révèle l'aspect en partie antipolitique de la politisation pourtant radicale de ce printemps: contre le programme corporatiste et limitatif que voulait imposer le secteur réformiste, le mouvement a souvent répondu par le refus de tout programme, sans se rendre compte que ce dernier était une condition de la jonction pourtant tellement souhaitée avec les secteurs ouvriers en lutte, la jeunesse des quartiers populaires ou encore le peuple mahorais en grève générale à la fin mars.

L'EXPÉRIENCE CUISANTE DES ÉTUDIANT-E-S: JUSQUE-LÀ, C'EST MARTINEZ QUI DÉCIDE!

La convergence des luttes, la grève générale étaient d'emblée au cœur des aspirations des étudiants mobilisés. A Paris 1, tout le comité de mobilisation s'était ébahi lui-même quand, le 30 mars au soir, plus de 900 personnes s'étaient trouvées réunies autour de ces mots d'ordre, dans une ambiance électrique, avec étudiants, cheminots, travailleurs de la santé, postiers, etc. Une expérience répétée à plus petite échelle à Paris 8, où une militante de la CGT du Havre avait fait forte impression en lisant la motion des dockers de cette ville qui déclaraient, après l'interpellation d'un étudiant, que le port serait désormais bloqué chaque fois que la police toucherait à un jeune mobilisé. Et, à Rennes 2 d'abord, à Paris et ailleurs ensuite, la tradition d'alliance entre étudiants et cheminots

a été remise au goût du jour, entre manifestations dans les gares et participation respectivement aux assemblées générales de chaque secteur. Mais l'expérience condensée par le mouvement contre la loi Travail repose en grande partie sur la contradiction brutale entre ces aspirations et la mainmise conservée par les bureaucraties syndicales ouvrières, qui ont pu disjoindre les rythmes, maintenir séparé ce que le secteur le plus actif de la jeunesse mobilisée rêvait d'unir. Cette conscience de ne pouvoir gagner seuls et ce désir de lutter ensemble avec le monde du travail se sont pourtant concrétisés en une politique au sein du mouvement, ou plutôt deux politiques différentes qui sont entrées en débat au sein de l'avant-garde. D'une part, la coordination nationale des

bureaucratie syndicale. Les «AG inter-luttes», qui ont connu un certain succès en début de mouvement, ont ensuite assez vite dégonflé, faute de réussir (pas plus que les cortèges de tête) à ouvrir une alternative à l'emprise de l'intersyndicale sur le mouvement.

On touche là l'expérience cuisante pour tous les étudiants mobilisés ce printemps, la question stratégique à l'aune de laquelle celles et ceux qui se revendiquent du renversement de ce système devraient être évalués: comment faire sauter l'obstacle de la bureaucratie syndicale, obstacle vécu et ressenti aujourd'hui par des milliers d'activistes? Notre débat avec l'autonomisme se situe en bonne partie sur ce terrain, autour de l'idée que l'auto-organisation des gré-



Le 2 juin 2016 à Montparnasse (Paris 14^e), à l'appel de Sud-Rail. Photothèque rouge/JMB.

universités mobilisées s'est peu à peu donnée la tâche d'interpeller l'intersyndicale nationale pour que celle-ci accélère le rythme, n'en reste pas aux journées saute-mouton, et profite de la mobilisation dans la jeunesse pour appeler à la grève et à sa reconduction. Elle a aussi participé à l'organisation du débat entre Philippe Martinez et les secteurs en lutte le 28 avril place de la République, où les porte-parole étudiants ont pu s'adresser directement au dirigeant de la CGT.

Mais à côté de ces initiatives, les courants autonomes ont peu à peu avancé une critique de la démocratie du mouvement elle-même, en la décrivant comme une reproduction des formes parlementaires bourgeoises, et en proposant comme cadre d'organisation le simple groupement de celles et ceux qui luttent, quitte à laisser tous les autres sous la stricte influence de la

vistes site par site, secteur par secteur, et la coordination à grande échelle de ces cadres d'appropriation démocratique du combat par celles et ceux qui le mènent, est la seule méthode capable de lever ce verrou et d'ouvrir, à terme, la possibilité du renversement de la domination bourgeoise.

«TOUT LE MONDE DÉTESTE LA POLICE»

L'omniprésence de cet Etat et de son arsenal répressif est aussi une donnée clé de ce printemps. Comme cela s'était passé à Toulouse à l'automne 2014, mais cette fois dans des dizaines de villes, chaque manifestation – 1er mai inclus – est devenue l'occasion du déploiement d'un nouveau type de dispositif policier, jusqu'aux deux quasi interdictions de fait des 23 et 28 juin. Les images de violences policières, omniprésentes, sont devenues l'un des objets les plus partagés sur les réseaux sociaux. Une

répression et des violences qui, de même que la politisation en retour qu'elles ont suscitée, ne peuvent se comprendre qu'en tenant compte de l'avancée autoritaire préalable du régime politique hexagonal, autour du thème de la lutte contre le terrorisme. A présent que s'est rouvert un affrontement de classe plus explicite, toute l'avant-garde, des facs investies par les CRS aux piquets de grève dispersés violemment, a pu constater à quoi servaient l'état d'urgence permanent et la surveillance généralisée.

Cet encadrement permanent, ce bras de fer autour de l'occupation de la rue et de la capacité du mouvement à imposer ses initiatives dans l'action, a suscité très tôt une réflexion spécifique au sein de ce dernier. Le 22 mars à Tolbiac, 400 étudiant-e-s de toutes les facs parisiennes repeignaient la fac en rouge et tenaient un meeting de rue spontané pour dénoncer les blessés du 17. Mais, en partie par une faiblesse de prise en charge par les coordinations elles-mêmes, et plus fondamentalement du fait de l'abandon de la jeunesse « chair à matraque » par une intersyndicale qui avait peur d'un effet d'entraînement sur le monde du travail, c'est beaucoup en dehors des cadres d'auto-organisation que s'est politisée la question de la répression étatique.

Les « legal teams » (DefCol à Paris) ont fleuri un peu partout pour centraliser les informations sur les interpellations et la disponibilité d'avocats dévoués au mouvement. Ils ont souvent été complétés de « medic teams » qui prenaient en charge les premiers soins ; chaque fois, il s'agissait de collectifs construits empiriquement, fluides, avec la participation épisodique de militants organisés (plutôt du côté de l'autonomie). A côté de ces initiatives concrètes, toute une symbolique de l'affrontement et de son rôle vécu comme immédiatement libérateur imprégnait peu à peu les têtes de cortège (à Paris, les assauts se sont parfois menés derrière des constructions mi-artistiques mi-militaires : phénix ou dragon en carton et en bois, en plus des banderoles renforcées), où un large secteur cherchait à poser en pratique la résistance immédiate à l'ordre policier.

A peine plus d'un an après les applaudissements aux forces de l'ordre de l'après-Charlie, cette voie de radicalisation est une composante majeure de l'avant-garde qui s'est levée, et mérite une discussion profonde qui permette d'apporter des réponses radicales et offensives à cette mise en cause initiale de l'Etat. Notre divergence avec l'autonomisme vient de ce que, tout en s'accordant sur la haine de l'oppression imposée par cet

Etat (qui surveille, matraque, arrête, colonise, etc.), sa manière individualiste de poser le problème de l'émancipation ne permet pas de découvrir jusqu'au bout les racines et le rôle de cet Etat bourgeois, son lien avec l'exploitation capitaliste, et donc le caractère de classe de la lutte pour son renversement¹. Prendre au sérieux la question de l'insurrection, aux plans politique et militaire, en partant d'une analyse des forces de l'adversaire, en se dotant d'un plan pour en grouper de supérieures, constitue ainsi un projet au moins aussi opposé à l'affrontement transcendant sur un plan symbolique qu'au pacifisme ou au légalisme réactionnaires. Ces derniers ayant été, dans ce mouvement, relayés par un Mélenchon ou un secteur de Nuit Debout, et constituant des positions contre lesquelles les trotskystes devraient aussi prendre l'offensive, dans un pays où la tradition révolutionnaire républicaine sert depuis plus de deux siècles à semer dans le mouvement ouvrier la confusion sur la nature de l'Etat bourgeois et de sa police.

QUE FERONS NOUS DE NOTRE RADICALITÉ ?

Il y a vraiment, dans ce qui s'est levé ce printemps, quelque chose d'époustouflant pour les jeunes révolutionnaires qui viennent de commencer à s'y forger. Epoustouflant par la vitalité du mouvement, sa longévité, l'entrée en scène, avec une puissance qui a surpris tous les éditorialistes des médias capitalistes, de secteurs clés de la classe ouvrière dans une deuxième phase de la mobilisation. Epoustouflant pour la profondeur des questions qui s'y sont posées et des polémiques politiques auxquelles elles ont donné lieu. On a bien assisté, en quelques semaines, à l'émergence d'une avant-garde large, dont le degré de radicalité, à la hauteur du dégoût généré par quatre années de réaction « socialiste » et « dialogue social » corrompue, reste jusque-là largement supérieur à celui des vastes masses du monde salarié et de la jeunesse. Cette situation fait de la combinaison entre l'approfondissement conscient de cette radicalité, et sa diffusion à plus grande échelle par un travail politique patient et déterminé, une tâche importante des temps à venir – aussi pour éviter que ce ne soit le contraire qui s'impose, à travers l'isolement des secteurs les plus déterminés, la répression, la remise en forme politique sur un terrain bourgeois et institutionnel à travers la présidentielle. Mais tout bilan d'étape qui se place du point de vue de celles et ceux qui veulent préparer les prochains affrontements serait tron-

qué s'il passait sous silence les limites, ou le caractère encore inhibé, de la radicalité qui vient de naître. Et parmi elles, le constat que la conclusion la plus radicale face à la loi El Khomri et son monde, celle qui consiste à passer de l'engagement dans un bras de fer ponctuel à un investissement pérenne, conscient, à se doter d'un plan de bataille et d'une organisation pour en faire vivre la préparation et la diffusion, cette question du parti révolutionnaire, reste majoritairement absente ou combattue au sein de l'avant-garde actuelle.

Comment comprendre cet état de fait, pour investir la bataille politique pour que la radicalisation qui a émergé dans la jeunesse aille jusqu'au bout, en ce moment où le lent essoufflement de l'affrontement concret dans la rue et par la grève pourrait démoraliser, et où l'approche des élections présidentielles pourrait permettre à tel ou tel transfuge réformiste (et peut-être Mélenchon lui-même) de refaire le coup de l'après 2010 ? C'est là une question clé pour les révolutionnaires, alors que l'extrême-gauche n'a pas, globalement, et du fait de faiblesses qui préexistaient au mouvement, fait la démonstration au sein de ce dernier de sa propre capacité à permettre l'émergence d'une alternative à la direction des appareils syndicaux et à leur politique de conciliation coûte que coûte avec les exploités. Le marxisme révolutionnaire et militant peut ainsi être l'outil d'une véritable offensive, pour que le secteur le plus large possible de l'avant-garde digère l'expérience qui vient d'être faite, en fasse un point d'appui pour les luttes plus dures qui s'annoncent, et pour dialoguer avec un esprit du temps qui reste profondément imprégné des défaites et dégénérescences du vingtième siècle et de l'idée réactionnaire que ces reculs auraient condamné toute possibilité pour les exploités et les opprimés de se bâtir une conscience collective et stratégique. S'il y a bien une chose que devrait démontrer ce printemps et ce début d'été, c'est que le scepticisme instillé à grande échelle par le « there is no alternative » néolibéral est désormais... tout simplement ringard. □

¹ C'est le moment de remercier ici Olivier Long, maître de conférence en arts plastiques à Paris 1, à qui le comité de mobilisation doit une fière chandelle pour ses banderoles, ses pancartes, ses affiches, et son soutien permanent !

² Dans « A nos amis », le comité invisible cherche à fonder une conception du pouvoir qui dissout les unes dans les autres les questions de l'oppression par l'Etat, de l'exploitation capitaliste et de l'aliénation politique par la consommation : il en résulte que tout affrontement, tout blocage des flux quel qu'il soit, prendrait en soi un caractère « révolutionnaire », sans hiérarchie entre les « actions », sans réflexion sur leur prise en charge ou non par les travailleurs exploités là où l'on « bloque », ni plan d'ensemble à l'échelle de classe ou se mène l'affrontement.

Sur la violence dans le mouvement

PAR YANN CÉZARD

Médiatisée à outrance, instrumentalisée sans vergogne par le gouvernement, on finirait par croire que la violence est le cœur du mouvement. Une petite musique qui arrange bien le pouvoir : la mobilisation glisserait dans la violence au fur et à mesure qu'elle s'essoufflerait.

LES POLICIERS BAVENT...

Pourtant, si une violence a pris des proportions pas vues depuis longtemps, c'est celle de la police. Elle n'est pourtant pas si inédite. Si la violence policière est toujours une surprise pour les nouvelles générations de manifestants, les matraquages, gazages et arrestations arbitraires ont toujours été aux grands rendez-vous de la contestation sociale, contre la loi Devaquet en 1986, contre le CIP en 1994, le CPE en 2006, juste avant la révolte d'une partie de la jeunesse des banlieues ouvrières en 2005... Cette année encore, les différents corps de police ont tous été à la hauteur de leur glorieuse histoire. La brutalité policière a pris pendant des formes un peu nouvelles ces derniers mois, et particulièrement infâmes. De plus en plus de tirs tendus de lacrymos et de flash-balls, des grenades de désencerclement balancées au milieu de la foule, un lycéen de quinze ans frappé froidement en plein visage (mais là, le nouveau c'est que ce fut filmé, près du lycée Bergson à Paris).

Les bavures se sont d'autant multipliées que la matière humaine policière est mal en point, physiquement, nerveusement, moralement. Huit mois d'état d'urgence, quatre mois de mouvement contre la loi El Khomri, agrémentées avant et pendant de confrontations avec les agriculteurs et les supporters de foot, ont épuisé la troupe. Pas mal de policiers et autres CRS ont d'autant plus pété les plombs qu'ils ont la cervelle chauffée à blanc par une année de démagogie sécuritaire, qui en faisait des héros intouchables.

... MAIS C'EST LE GOUVERNEMENT QUI LÂCHE LES CHIENS

On aurait tort cependant de ne voir que des « bavures » dans cette violence policière. Derrière les bavures des flics cow-boys, il y a aussi et surtout une politique froidement décidée en haut lieu. La « gestion » de la mobilisation lycéenne en

mars en est un triste exemple. On avait déjà vu la police charger des défilés de lycéens. On était moins habitué à la voir se jeter préventivement et sauvagement sur une poignée de lycéens installant à l'aube leurs poubelles pour bloquer leur bahut. Un peu partout les flics ont gazé et parfois arrêté les petits noyaux de lycéens, pour étouffer dans l'œuf la contestation et les empêcher d'entraîner leurs camarades. Et quand une manif pouvait démarrer en emmenant quelques centaines de ly-

tif répressif arbitraire et fait pour humilier les manifestants les 23 et 28 juin, et même passage de dizaines de militants dans la Bourse du travail de République, pendant des heures !

En décidant froidement de réprimer la mobilisation très en amont pour l'empêcher de se massifier et en instrumentalisant la violence des « casseurs » pour discréditer le mouvement, le gouvernement socialiste a eu recours à de vieilles ficelles dignes d'un Pasqua ou d'un Marcellin, les



« Police partout, justice nulle part... » Photothèque rouge/JMB.

céens, par exemple dans l'est parisien, la police se saisissait promptement des tout premiers incidents provoqués par le « Mili » pour charger et gazer tout le monde. Histoire de dissuader les autres d'aller manifester.

La même tactique cynique décidée en haut-lieu s'est déclinée contre les blocages des ponts, des routes ou des raffineries, très vite réprimés, et dans la gestion des manifestations, les heurts avec les militants « black block » servant de prétexte pour charger et tronçonner des manif, puis enfermer dans des nasses des centaines de manifestants. Le comble a été atteint fin juin : tentative d'interdiction de la manif parisienne, puis disposi-

ministres de l'intérieur de légende de la droite dure. Une stratégie systématique, déclinée sur le terrain par des exécutants de plus en plus brutaux, énervés, cramés et, parfois, quelque peu fascisés.¹

L'AUTODÉFENSE ET LA COLÈRE

Face à cette politique il a bien fallu, parmi les mobilisés, se poser le problème de l'autodéfense. Comment protéger son cortège des charges de CRS, lui garder sa cohérence au milieu des confrontations police/black block ? Comment défendre les camarades arrêtés arbitrairement, parfois tabassés ? Un sport dont on se passerait bien mais qu'il a bien fallu débattre dans les AG et les comités de mobi-

lisation, pour défendre le droit de lutter et de manifester. Ces mêmes questions avaient d'ailleurs déjà pris beaucoup d'importance dans les mobilisations de la jeunesse contre le CPE, puisqu'il fallait se défendre à la fois contre les razzias de bandes de jeunes marginalisés socialement et contre les charges des flics.

Il est naïf dans ce contexte de vouloir opposer les bons manifestants doux comme des agneaux et les « casseurs » qui n'auraient rien à voir avec le mouvement. Parce qu'au fur et à mesure de la mobilisation, de plus en plus de manifestants ont été poussés à la révolte physique, aux fameux « violences et outrages à agent » si pratiques pour engeôler les protestataires. Parce que de plus en plus de gens n'en peuvent plus de l'arrogance et de la violence de ce pouvoir. Et ils ont fini par le manifester comme des agriculteurs cette année, ou des ouvriers de Continental quand ceux-ci avaient saccagé la sous-préfecture de Compiègne en 2009. Laissons les leçons de morale aux bien-pensants qui n'ont que mépris pour les travailleurs, qu'ils invitent à crever en silence. Veut-on parler comme Jésus (tends la joue droite quand on te gifle la joue gauche...) à celles et ceux qui se sont retrouvés directement confrontés à la violence d'Etat ?

LA STRATÉGIE DES «AUTONOMES»

L'auto-défense est une chose, la stratégie de certains militants « autonomes » autre chose.

Les fameux casseurs ne sont pas des hooligans de l'euro ni des ivrognes. Cela peut déconcerter, mais ce sont des militants, qui ont leur politique. Même s'ils peuvent charrier dans leur sillage de simples excités, voire de purs délirants, ce qui était déjà vrai dans nombre de contre-G8 ou contre-G20 où les Black Blocks concentrent leurs actions depuis des années.

Alors lisons-les. D'abord quelques uns de leurs slogans : « Regarde ta Rolex, l'heure de la révolte a sonné », « Une autre fin du monde est possible », « La victoire par le chaos » ou encore, vu sur un mur de Paris le 14 juin : « Agir en primitif, penser en stratégie ».

En stratégie, vraiment ? Nous ne discutons pas des épisodes de l'hôpital Necker et de la voiture incendiée avec policier à l'intérieur. Des gestes imbéciles, par ailleurs exploités de façon écoeurante par le gouvernement (= terrorisme !), qui ne sauraient résumer cette stratégie de l'insurrection. Mais écoutons ce que disent

Julien Coupat et Mathieu Burnel², dans une interview à Mediapart (16 juin 2016). On retrouve des idées parfois déjà développées dans le livre anonyme *L'Insurrection qui vient* : l'action « directe », le blocage du système par l'installation d'une sorte de chaos sécuritaire (un « état d'insurrection ») et la coupure des « flux » (jusqu'à « rendre l'écran à la neige », disait poétiquement le livre). Tout leur propos tourne autour du fait que nous sommes déjà dans une situation révolutionnaire... si nous le voulons. « Il faut se défaire de l'idée que nous serions face à un « mouvement social » (...) Partout dans le pays, des forces autonomes se sont agrégées et continuent de s'agréger. Un pouvoir qui n'a plus une once de légitimité trouvera face à lui, à chaque nouveau pas qu'il fera, la volonté opiniâtre de le faire chuter et de l'écraser. »

Ils insistent sur cette thèse : « ce n'est pas la faiblesse des luttes qui explique l'évanouissement de toute perspective révolutionnaire ; c'est l'absence de perspective révolutionnaire crédible qui explique la faiblesse des luttes. Obsédés que nous sommes par une idée politique de la révolution, nous avons négligé sa dimension technique. » Et pour ne pas laisser le lecteur dans l'ambiguïté, ils précisent (forcément à mots feutrés) ce côté « technique » : « la pression physique et morale sur les policiers », « toutes sortes d'actions méritoires contre des cibles logiques. »

LA VICTOIRE PAR LE CHAOS, VRAIMENT ?

C'est joliment dit, mais quand même un peu absurde.

Seuls les plus naïfs des autonomes pensent sans doute qu'en cassant les distributeurs de billets on bloquera l'économie capitaliste. Mais que penser de cet « état d'insurrection », ici et maintenant ? Certains arguent que la victoire contre le CPE fut arrachée en 2006 par la multiplication des escarmouches contre la police et les blocages de trains. Mais celles-ci n'avaient aucun effet magique. En revanche elles avaient derrière elles la mobilisation de millions de jeunes et de salariés, avec la menace de voir la situation « dégénérer » non en « chaos » mais en grèves plus ou moins étendues.

Peut-être au fond se croient-ils en mai 68 ? Un moment où, il est vrai, la révolte d'une partie de la jeunesse étudiante joua son rôle d'accélératrice de l'histoire. Les « nuits des barricades » du quartier latin suscitèrent le respect d'une grande partie de la classe ouvrière, ouvrirent une brèche dans le mur du pouvoir gaulliste,

dans laquelle s'engouffrèrent les travailleurs, avec une grève générale de dix millions de salariés. Mais cette violence fut perçue comme une contre-violence, face à une police au service du « Général » qui matraquait toutes les manifs, qui avait fait dix morts à Charonne six ans plus tôt. Un contexte qui explique la détermination des militants d'extrême gauche de l'époque à donner la « violence » (modestement) insurrectionnelle des « étudiants gauchistes » en exemple aux travailleurs. Comme ce tract de Voix ouvrière (l'ancêtre de Lutte ouvrière) du 15 mai 1968 : « Une minorité d'étudiants a fait par la force reculer le gouvernement. (...) Le jour où les travailleurs, s'émancipant des dirigeants traîtres et timorés qui prétendent les guider, n'hésiteront pas à descendre dans la rue pour poser leurs revendications à coups de triques sur la gueule des CRS, alors là tous les espoirs seront permis. »³

On se permettra de dire que le contexte de 2016 n'est pas tout à fait le même. Mais peu importe aux « primitifs-stratèges ». Peu importe si la confrontation violente avec la police suscite la sympathie de millions de gens, eux-mêmes en colère, ou au contraire, minorise le mouvement, aide le gouvernement à le discréditer, tout en détournant du chemin de la rue des nouveaux arrivants dans la lutte, effrayés de cette violence. Peu importe si leur fine stratégie impose des faits accomplis à tous les autres manifestants. La démocratie dans le mouvement social est le cadet de leur souci.

Il faut pourtant bien reconnaître qu'ils séduisent une petite partie de ceux qui luttent contre la loi El Khomri. Et finalement ça se comprend. Ce ne sont pas les leçons de morale des grands médias et du pouvoir qui vont nous convaincre que les affreux casseurs seraient des monstres. Il y a de quoi être écoeuré par leur propagande, quand on se confronte à la réalité de leur politique : le moindre gréviste CGT accusé de « terrorisme social », le 49.3, l'état d'urgence, la police qui cogne... La fine tactique autonome n'a pas grand chose en elle-même pour convaincre. Mais le pouvoir est impitoyable et le mouvement ouvrier semble encore trop faible (et parfois trop pleutre) pour arrêter le rouleau compresseur. C'est cet écart qui exaspère, et donne un peu de crédit à cette vraie-fausse radicalisation. □

¹ Un rapport sur la répression : <https://reporterre.net/Violences-policieres-le-rapport-qui-dit-les-faits>

² Membres du fameux « groupe de Tarnac », qui subit depuis des années une persécution scandaleuse et grotesque de l'Etat, au nom... de « l'anti-terrorisme » !

³ Lutte Ouvrière : « Mai-juin 68 – Histoire et leçons d'une explosion sociale », page 93.

Espagne Juillet 1936: fascisme ou révolution sociale

PAR DANIEL MINVIELLE

Il y a 80 ans, le 17 juillet 1936, un putsch militaire tentait de renverser le pouvoir républicain du Frente Popular. Dès le 18, à Barcelone, Madrid et dans bien d'autres villes, les travailleurs descendaient dans la rue, affrontaient les militaires, prenaient les casernes, mettant un coup d'arrêt au pronunciamiento. Une révolution sociale commençait...

En effet, tandis que la guerre civile entre camps «républicain» et «fasciste» s'installait pour presque trois années, la situation révolutionnaire ouverte depuis le début des années 1930 en Espagne avait franchi un nouveau pas.

UN CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EXPLOSIF

Au début du 20^e siècle, l'Espagne est peu industrialisée, sauf au Pays Basque et en Catalogne. Deux à trois millions d'ouvriers travaillent dans les usines, les services publics et les mines des Asturies et d'Andalousie. L'essentiel de la population vit d'une agriculture archaïque, surexploitée par de grands propriétaires fonciers qui se partagent d'immenses territoires. C'est cette caste qui constitue la grande bourgeoisie espagnole, à la fois foncière et financière, investissant dans la banque, l'industrie, la spéculation financière et foncière.

Doublement parasitaire, royaliste, extrêmement conservatrice, elle s'accroche d'autant plus à ses privilèges qu'une crise politique chronique agite le pays: soulèvements sporadiques dans les campagnes, réprimés dans le sang par la Garde civile, grèves générales qui bloquent des villes entières... Deux organisations syndicales organisent le mouvement ouvrier et paysan: la CNT, syndicat anarcho-sindicaliste associée à la FAI (Fédération anarchiste ibérique) et l'UGT (Union générale des travailleurs), associée au PSOE (Parti socialiste ouvrier d'Espagne).

La bourgeoisie peut compter sur le soutien indéfectible de l'Eglise et de l'armée. L'Eglise catholique, religion d'Etat, contrôle l'enseignement. Elle est un des plus grands propriétaires fonciers et un



A Barcelone en juillet 1936, la riposte ouvrière et populaire. DR.

des plus gros actionnaires des banques et des mines. Le corps des officiers, refuge des «fils à papa» de l'oligarchie, s'est fait une spécialité du coup d'Etat militaire. Le dernier «pronunciamiento» en date a mis au pouvoir en 1923, aux côtés du roi-fantôme Alfonso XIII, le général Primo de Rivera, dictateur qui prend ses ordres auprès des «conseillers du roi», représentants des sommets de l'oligarchie.

Cet attelage exécutif fait payer aux classes populaires les frais d'une maigre reprise économique. Mais avec la grande crise de 1929, la demande extérieure en produits agricoles et miniers s'effondre. C'est la récession, une flambée du chômage, une montée de la contestation sociale qui menace de tout emporter. En janvier 1930, l'oligarchie lâche du lest et «remercie» Primo de Rivera. Son successeur tente d'amuser le bon peuple avec une réforme constitutionnelle. En vain. Le pouvoir organise alors des élections municipales, comptant sur les campagnes réputées soumises à l'in-

fluence des curés pour l'emporter. Mais ce sont les listes républicaines et socialistes qui arrivent en tête. Les sommets de l'Etat se consultent, la décision tombe le 14 avril: Alfonso XIII fait ses valises, la République est proclamée.

Un gouvernement provisoire d'«union nationale» est immédiatement constitué. On y trouve deux monarchistes, dont Zamora, président; un banquier libéral de Barcelone, Olwer; un intellectuel républicain de gauche, Manuel Azaña; trois socialistes, dont Francisco Largo Caballero, secrétaire général de l'UGT. Les élections à des Cortes [assemblées] constituantes confirment, en juin, la majorité obtenue par les républicains et les socialistes aux municipales.

AVRIL 1931: LA «BELLA NIÑA» ET L'URGENCE DE LA RÉVOLUTION SOCIALE

La proclamation de la République est accueillie par un immense enthousiasme populaire. On l'appelle «la Bella niña», la belle enfant... Mais la révolution ne s'est faite par les urnes que parce

que la bourgeoisie espagnole avait une frousse mortelle d'une vraie révolution et voulait donner un exutoire à la révolte populaire. Rien n'a changé des contradictions qui minent la société et que la République ne peut en aucun cas résoudre.

En «sautant» le stade du développement industriel pour passer à celui du parasitisme financier, la bourgeoisie espagnole a laissé en plan les tâches de la révolution démocratique (réforme agraire, laïcisation de l'Etat...). Elle est farouchement opposée à ces réformes qui touchent à ses intérêts immédiats. Au Pays basque et en Catalogne, où elle a une certaine existence, la bourgeoisie industrielle préfère revendiquer une indépendance qui lui permettrait de se débarrasser des séquelles féodales de l'Etat central. Comme dans la Russie de 1917, c'est aux masses ouvrières et paysannes qu'il incombe de mener à bien les tâches de la révolution démocratique. Mais elles devront pour ce faire aller jusqu'au bout, vers l'établissement de leur pouvoir de classe sur les ruines de celui de la République, cette nouvelle forme du pouvoir de la bourgeoisie. La révolution sociale est à l'ordre du jour.

Trotsky défend cette thèse dès 1930 dans divers écrits, notamment sa correspondance avec Andrés Nin, dirigeant de l'Opposition de gauche trotskyste en Espagne. L'urgence est de se préparer à la tâche difficile de diriger cette révolution, entre le piège des faux-semblants démocratiques et celui des «aventures» qui peuvent conduire les masses révoltées mais inorganisées à se faire massacrer. Il lance un avertissement: «*un danger immédiat menace la révolution prolétarienne en Espagne, qui vient de la direction actuelle de l'Internationale communiste. Toute révolution peut être anéantie, même la plus prometteuse: cela a été démontré par l'expérience de la révolution allemande de 1923 et [...] par celle de la révolution chinoise de 1925-1927. Dans ces deux cas, la débâcle eut pour cause immédiate une direction erronée. Aujourd'hui, c'est le tour de*

l'Espagne».

LA RÉPUBLIQUE PRISE ENTRE DEUX FEUX

Le conflit s'instaure immédiatement entre le gouvernement et les classes dominantes sur quelques maigres réformes que lance le gouvernement: protection sociale pour la petite paysannerie, statut particulier accordé à la Catalogne, semblant de réforme agraire... Un décret qui supprime l'obligation pour les familles de soumettre leurs enfants à l'enseignement religieux met le feu aux poudres: l'Eglise appelle au renversement de cette «*République provisoire*», pour le retour à l'«*Espagne de toujours*». La jeunesse anticléricale riposte, églises et couvents flambent. Le gouvernement retire à l'Eglise son statut de religion d'Etat. Les ministres de droite le quittent.

Au sein des classes populaires, les espoirs suscités par l'avènement de la «*Bella niña*» font très vite place à la colère. A l'initiative de la CNT, soulèvements dans les campagnes et grèves se multiplient, durement réprimés par le gouvernement. Sous prétexte de défendre la République contre ses ennemis de droite, un arsenal de mesures visent les militants ouvriers.

Ministres et dirigeants socialistes sont confrontés à la révolte de leur base contre un pouvoir non seulement incapable d'apporter la moindre réponse aux questions sociales et démocratiques, mais qui réprime à tour de bras le mouvement ouvrier. Ils finissent par lâcher les républicains qui perdent les municipales de 1933. En octobre, le président Zamora dissout les Cortes. Socialistes et républicains vont séparément aux élections législatives de novembre et c'est la droite, regroupée dans la CEDA (Confédération espagnole des droites autonomes), qui l'emporte tandis que l'abstention, à l'appel de la CNT, atteint des records.

RETOUR À L'«ETAT FORT»: LE «BIENIO NEGRO»

Si, en avril 1931, la bourgeoisie avait fait

le choix de la République en espérant qu'elle calmerait les ardeurs populaires, elle se remet très vite à travailler au retour d'un «Etat fort». Dès août 1932 un général, Sanjurjo, tentait un «pronunciamiento», immédiatement mis en échec par la riposte populaire. La leçon porte, et une partie des dirigeants de la droite réactionnaire se tourne vers une autre option, le fascisme.

C'est le cas du fondateur de la CEDA, Gil Robles, admirateur de Mussolini, qui vise à accéder au pouvoir par les élections. La victoire aux législatives semble lui en donner l'occasion. Mais le président monarchiste Zamora, échaudé par l'échec de Sanjurjo, craint d'autant plus les réactions populaires que l'arrivée récente d'Hitler au pouvoir n'a pu qu'augmenter la détermination du mouvement ouvrier.

Ecartant Gil Robles, il nomme un certain Lerro, «radical» bourgeois corrompu, chef d'un gouvernement dans lequel il n'y a aucun membre de la CEDA. Une période de réaction commence: le «*bienio negro*», les «deux années noires». La réforme agraire est stoppée, l'Eglise retrouve ses prérogatives et reçoit des «compensations financières» exorbitantes, Catalogne et Pays Basque perdent leur autonomie.

L'ALLIANCE OUVRIÈRE ET LA COMMUNE DES ASTURIES

Bien des militants des organisations ouvrières et paysannes, y compris ceux du PSOE et de l'UGT, profondément radicalisés par le passage de leur parti au pouvoir, prennent conscience de l'alternative politique qui s'impose et qui s'exprime dans la formule «*révolution sociale ou fascisme*», portée par les trotskystes d'Izquierda comunista (nouveau nom de l'Opposition de gauche en Espagne).

Ils opposent à la menace fasciste la constitution d'un «front unique» des organisations ouvrières. Cette politique se concrétise dans l'Alliance ouvrière, constituée en décembre 1933 en Catalogne à l'initiative d'Izquierda comunista et du BOC (Bloc ouvrier et paysan) de Maurín, militant du PCE exclu en 1930. S'y sont jointes la gauche radicalisée du PSOE et de l'UGT, la Jeunesse socialiste, certaines organisations libertaires. Elle s'étend à Madrid, à Valence et dans la région des Asturies. Le

Chronologie

Janvier 1930: chute du dictateur Primo de Rivera.

Avril 1931: chute d'Alfonse XIII, proclamation de la Deuxième République.

Novembre 1933: la droite remporte les élections.

Octobre 1934: commune des Asturies.

Février 1936: victoire du «*frente popular*».

Juillet 1936: insurrection franquiste, riposte ouvrière.

Mai 1937: à Barcelone, liquidation de la révolution par les staliniens.

Mars 1939: défaite de la République.



PCE la rejoindra en septembre 1934. Dans la CNT, seule l'organisation des Asturies s'y associe. Un dirigeant de l'Alliance écrit: «*La réalité du péril fasciste en Espagne a posé sérieusement le problème de l'unification du prolétariat révolutionnaire en vue d'une action d'une portée plus grande et plus radicale que celle qui se limite à des fins purement défensives. L'unique politique actuellement possible se réduisant aux seules formules antithétiques de fascisme ou révolution sociale, il est indispensable que les forces ouvrières construisent un front de granit.*».

L'Alliance ouvrière ne tarde pas à être confrontée à l'épreuve de forces. Le 1^{er} octobre 1934, trois membres de la CEDA entrent au gouvernement. L'UGT et l'Alliance ouvrière répondent en appelant à la grève générale. La CNT reste l'arme au pied, sauf dans les Asturies, ce qui fait que le mot d'ordre n'est suivi que dans quelques villes et s'éteint rapidement.

Dans les Asturies, par contre, l'Alliance ouvrière a préparé l'insurrection. Dès le 5 octobre, les mineurs en armes occupent villes et villages. La capitale, Oviedo, est prise. Les travailleurs organisent la vie sociale et économique. Mais la Commune des Asturies est isolée face à la répression. Les mineurs résistent pied à pied, à la dynamite à défaut d'autres armes, aux troupes du gouvernement qui mettront jusqu'au 18 octobre pour en venir à bout, faisant 3000 tués et 7000 blessés, emprisonnant 30 000 personnes.

DU FRONT UNIQUE AU FRONT POPULAIRE

Pour Trotsky, la défaite des Asturies ne remet pas en cause la stratégie de front unique. Elle confirme l'importance de la bataille pour l'unité de la classe ouvrière face à l'offensive de la bourgeoisie et pour constituer la direction révolutionnaire qui a fait cruellement défaut pendant l'épisode de cette grève générale.

Cette bataille, dont les deux volets sont indissociables, il revient à Izquierda comunista de la mener. Mais elle est numériquement faible et peu liée aux masses. C'est pourquoi Trotsky avait incité, dès juillet 1934, le parti de Nín à entrer dans le PSOE. Ce dernier, en particulier sa gauche et sa jeunesse, avait profondément évolué au cours des années de participation au gouvernement, se tournant vers les idées révolutionnaires. Pour les Jeunes socialistes, les dirigeants d'Izquierda comunista sont «*les meilleurs marxistes d'Espagne*». Entrer au PSOE aurait été l'occasion, pour eux,

d'apporter aux milliers de jeunes militants socialistes les réponses politiques dont ils ont besoin, d'y gagner en influence politique, de se qualifier en tant que direction par la confrontation et le débat démocratique.

Izquierda comunista ne donne sa réponse qu'en septembre 1934: c'est non... et les Jeunesses socialistes finiront par rejoindre le PCE en 1936. En octobre 1935, la quasi totalité d'Izquierda comunista, dont Nín, fusionne avec le BOC de Maurín pour constituer le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste). Seule une poignée de militants reste aux côtés de Trotsky, qui rompt avec Nín, considérant comme une erreur terrible cette fusion avec une organisation qu'Izquierda comunista n'a cessé de critiquer pour ses côtés «catalanistes» et le flou de son programme, au moment même où la situation exige au contraire la plus grande clarté politique.

Car un nouveau courant de fond politique commence à se faire sentir. Face à la menace que constitue la victoire d'Hitler en Allemagne, la bureaucratie stalinienne opère, en août 1935, un virage à 180 degrés: oublié le cours sectaire et gauchiste où les socialistes étaient traités de «social-fascistes», place à la politique de la main tendue aux «démocraties» contre le «fascisme», place aux «fronts populaires». Cet engagement du pouvoir stalinien à faire des alliances avec les représentants de la bourgeoisie ne peut signifier qu'une chose, son engagement à s'opposer à toute révolution.

En Espagne, suivant le courant, les organisations ouvrières s'orientent vers la constitution d'un pacte électoral avec les républicains bourgeois. Il est signé le 15 janvier en vue des élections aux Cortes. S'y retrouvent trois partis républicains bourgeois, le PSOE, les JS, l'UGT, le PCE, le Parti syndicaliste (issu d'une scission de la CNT-FAI)... et le POUM. Le même courant de fond qui avait entraîné Izquierda comunista vers le POUM entraîne celui-vers le «Frente popular».

Nín argue que ne pas y participer, «*ce serait se couper des masses*». A quoi Trotsky répond que «*la technique électorale ne peut justifier la politique de trahison que constitue le lancement d'un programme commun avec la bourgeoisie*». Programme qui reprend celui du gouvernement républicain de 1931, relance de la réforme agraire, retour à l'autonomie pour le Pays basque et la Catalogne, auquel s'ajoute la promesse de libérer les militants emprisonnés, dont 30 000 mineurs des Asturies.

16 FÉVRIER – 16 JUILLET 1936 : LA RÉPUBLIQUE DE «FRENTE POPULAR»

La coalition gagne les élections du 16 février. Le nouveau gouvernement, soutenu par le PSOE et le PCE, ne comprend que des républicains. Les masses, elles, prennent l'initiative, ouvrent les prisons sans attendre les décrets de libération des prisonniers politiques. Des paysans prennent les terres. A Madrid, les employés du tramway le font tourner à leur compte. Il y a des morts tous les jours dans les affrontements entre des bandes fascistes et les organisations ouvrières armées. Début juillet, un groupe fasciste abat un instructeur militaire de la JS, officier des Gardes d'assaut. Des Gardes d'assaut de ses amis exécutent le dirigeant du groupe, Calvo Sotelo, administrateur connu de Mussolini.

C'est le signal déclencheur d'un coup d'Etat militaire qui se préparait depuis des mois sous la direction de quelques généraux, dont Franco. L'insurrection commence le 17 juillet au Maroc et s'étend aux garnisons des diverses villes d'Espagne. Le gouvernement démissionne le 19 juillet



au matin: la République s'incline devant le coup de force des généraux. Mais les organisations ouvrières sont bien conscientes, elles, du danger mortel qui les menace. La CNT et l'UGT appellent à la

grève générale. Dans plusieurs villes dont Barcelone, Madrid et Valence, les ouvriers se mobilisent, descendent dans la rue, font face à la rébellion militaire, réussissent à l'emporter. Au soir du 20 février, les généraux n'ont réussi à établir leur contrôle que sur un tiers du territoire. La marine de guerre est entre les mains des matelots mutinés.

GUERRE CIVILE ET RÉVOLUTION SOCIALE

Le coup d'Etat militaire a échoué devant la riposte populaire, mais commence une guerre civile qui va durer presque trois ans. L'armée, assistée de bandes fascistes comme la Phalange, fait régner la terreur. Elle reçoit une aide massive, en matériel et en troupes, de l'Allemagne et de l'Italie fascistes.

Face à elle se trouvent les milices des organisations ouvrières dans lesquelles se sont dissoutes les troupes restées fidèles à la République. Mal armées, manquant d'entraînement et d'un commandement centralisé, elles ne reçoivent aucune aide des «démocraties», qui défendent une hypo-

crité «non intervention». Quant à l'«aide» de Staline, elle se paiera très cher.

Le principal atout du camp «antifasciste» réside dans la détermination et l'abnégation que mettent ouvriers et paysans à défendre cette révolution sociale qui couvait depuis des années et venait de se déclencher. A Barcelone en particulier, les travailleurs armés se substituent à la police d'Etat. Des comités prennent en charge l'approvisionnement. Les entreprises tournent, prises en main par les ouvriers. Les milices de Barcelone ont libéré l'Aragon, aidé les paysans à prendre les terres et à s'organiser.

Une multitude des questions à résoudre se posait à cette révolution, dont celle, cruciale, du pouvoir. Dès le 20 juillet, cohabitaient dans le camp «antifasciste» les lambeaux de la République bourgeoise et le pouvoir des travailleurs en train de se constituer. La vie ou la mort des révolutions se joue à travers la façon dont cette situation de double pouvoir se résout: victoire de la contre-révolution ou victoire de la révolution. Or la révolution espagnole devait faire face à deux adversaires: la menace fasciste, bien sûr, mais aussi le «pouvoir républicain», soutenu par les staliens qui prétextaient que pour gagner la guerre contre Franco, il fallait préserver l'unité de la République – au nom de quoi ils font tout pour liquider la révolution.

Défendre la révolution supposait nécessairement de se préparer à l'affrontement avec les partis républicains et leurs alliés du PSOE et du PCE. Mais les dirigeants du parti révolutionnaire le plus influent, la CNT-FAI, libertaire, n'avaient aucune conscience de cette nécessité vitale et considéraient que l'Etat républicain, à qui ils fournirent des ministres, pouvait servir à diriger la révolution. Le POUM, marxiste, en comprenait les enjeux et l'exprimait dans ses écrits. Mais il s'est avéré incapable de mener le combat politique qui s'imposait: disputer à la CNT et à l'UGT la direction du mouvement révolutionnaire, aider ce dernier à constituer ses organes d'auto-organisation, le préparer à l'affrontement avec la République. Au lieu de quoi Nín entraîna, en septembre 1936, dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne, avant d'en être chassé deux mois plus tard sous la pression stalinienne. Républicains, PCE et PSOE s'étaient, eux, lancés très consciemment dans la restau-

ration du pouvoir d'Etat bourgeois. Petit parti sans influence au début des années 1930, le PCE a profité de la politique réformatrice de front populaire pour se développer. Avec l'appui de l'appareil stalinien mis en place dans le cadre de l'aide militaire apportée par Staline à la République, fort de la présence des Brigades internationales recrutées par l'Internationale communiste, c'est lui qui va mener le sale boulot. Au nom de l'«efficacité», les milices du POUM et de la CNT sont contraintes de s'intégrer dans l'armée officielle. La police d'Etat se substitue dans les villes aux milices de travailleurs. Les entreprises sont restituées à leurs patrons, les communautés agricoles détruites. Les défenseurs de la révolution sont accusés de collusion avec les fascistes. Tandis qu'en URSS se succèdent les procès de Moscou qui liquident les vieux révolutionnaires, la *Pravda* écrit: «en Espagne, la liquidation des trotskystes et des anarchistes a commencé. Elle sera menée avec la même détermination qu'en Union soviétique».

Mais les révolutionnaires refusèrent de plier. La République mit des mois à en venir à bout. Le coup final est porté en mai 1937 par les staliens qui tentent, à Barcelone, de prendre par la force la Telefónica (central téléphonique) aux militants de la CNT et de l'UGT qui la contrôlent. A la nouvelle de cette provocation, les travailleurs de Barcelone dressent des barricades, des colonnes de la CNT et du POUM quittent le front pour les rejoindre. Mais le combat n'aura pas lieu: Garcia Oliver et Federica Montseny, ministres anarchistes, viennent de Valence convaincre les travailleurs de déposer les armes. C'était laisser les mains libres à la contre-révolution. Le POUM est interdit, ses dirigeants emprisonnés pour complicité avec les fascistes, Nín est assassiné dans une prison stalinienne, les ministres anarchistes restent au gouvernement...

En désarmant la révolution, en restaurant le pouvoir d'Etat, en rendant à leurs anciens propriétaires les usines et les terres, la République se coupait des masses populaires qui avaient fait avorter le coup d'état de Franco. Elle se condamnait à la défaite. Fin mars 1939, Franco installait une dictature qui allait s'imposer à la population espagnole jusqu'à sa mort en 1975, en détruisant tout ce qui restait d'organisations ouvrières. □



Bibliographie

A lire, dans les éditions *Les bons caractères*, une compilation de quatre textes, dont les indispensables *Révolution et contre-révolution en Espagne*, de Félix Morrow et *Leçons d'Espagne* de Léon Trotsky.

Contre l'ordre néo-républicain, pour l'universalisme révolutionnaire

PAR STATHIS KOUVELAKIS

Un meeting s'est tenu, le 25 mai 2016 à la Bourse du travail de Saint-Denis, à l'appel de plusieurs organisations et réseaux militants se réclamant de l'« antiracisme politique ». Il a pris la forme d'un « procès public », au cours duquel les « accusés » avaient à répondre à un « réquisitoire » à charge. Convoqué à la barre, Stathis Kouvelakis a dû s'y expliquer de son « inaptitude à comprendre quoi que ce soit à l'universalisme français »...¹

Madame la présidente, je plaide coupable de ce qui m'est reproché. Je suis en effet incapable de comprendre cet étrange objet qu'est l'« universalisme français », ou plutôt la façon dont la référence à l'universel fonctionne dans le discours dominant de cette société. Il y a diverses raisons à cela, sur lesquelles je m'expliquerai dans un instant, mais vous me permettez de commencer par celle-ci, qui est d'ordre, disons, plus personnel.

Jeune étudiant fraîchement arrivé en France de mon Athènes natale, mon baptême du feu en matière de manifestation s'est fait en une belle journée de décembre 1983 avec la dite « marche pour l'égalité et contre le racisme ». Si donc une marche, qui avait sillonné la France avant de rassembler une foule considérable à Paris, s'était avérée nécessaire pour réclamer l'égalité et la fin du racisme, c'était, ai-je naïvement pensé, qu'il y avait un problème de taille de ce côté.

De cette journée, je n'oublierai jamais les dizaines de portraits de toute taille que brandissaient les mères, les sœurs, les ami-e-s des jeunes abattus par la police ou par des particuliers, dont l'évident point commun était d'être « issus de l'immigration » comme on dit. Autant de crimes impunis, qui montraient de la façon la plus éloquente que la vie humaine en France ne valait, et ne vaut toujours pas pareil selon que l'on s'appelle Rachid, Zyed, Bouna ou Marcel. Autant de crimes qui, comme l'ont expliqué de façon minutieuse mes co-accusés, révèlent l'ampleur du racisme d'Etat et de la racialisation des relations sociales que celui-ci condense.

UN ACQUIS DE LIBERTÉ TRANSFORMÉ EN OUTIL D'OPPRESSION

A propos de l'universalisme français, ou plutôt de l'universalisme en France, on pourrait donc reprendre la phrase attribuée, à tort semblerait-il, à Gandhi le quel, à la question « que pensez-vous de la civilisation occidentale ? », aurait répondu « ce serait une bonne idée ». Il paraît en effet difficile de réagir autrement face à la ténacité de ce racisme d'Etat mais aussi au refus non moins tenace d'en reconnaître l'existence et d'avoir un débat sur cette question. C'est peut-être cela d'ailleurs qui en fait la spécificité, car le phénomène lui-même ne connaît pas de frontières, comme le capitalisme du reste, à l'histoire duquel il est indissociablement lié.

Dans le degré de la dénégation dont il fait par contre l'objet, il y a sans doute une particularité française, qui renvoie à la façon dont s'est constitué dans ce pays un discours à prétention universaliste en tant que fondement du récit national. De la France de 1789 et des droits de l'homme, il est question à chaque instant. Mais il a fallu attendre la fin des années 1990 pour qu'un premier ministre, qui, quoi qu'on en pense par ailleurs, n'a pas oublié qu'il avait milité dans sa jeunesse contre le colonialisme, désigne par son nom cet événement central dans l'histoire française contemporaine que fut la guerre d'Algérie. Cette occultation équivaut à une opération réitérée d'exclusion du récit national des moments jugés gênants, car contraires à l'image véhiculée par un moment fondateur mythifié. Elle entraîne également dans son sillage l'exclusion des acteurs qui sont les porteurs de cette mémoire

niée – et de leurs descendants. Mais il y a peut-être plus grave encore. Depuis plusieurs années, on assiste en effet à une reprise de discours anciens, détournés de leur sens originel et destinés à redoubler cette opération d'exclusion. C'est tout particulièrement le cas de ce fondement du discours néo-républicain qu'est la « laïcité ». Au lieu de signifier la séparation de l'Eglise et de l'Etat et le refus de tout privilège à un culte, elle est devenue un instrument de stigmatisation dirigée contre l'islam et les musulmans, ou supposés tels, qu'elle vise à reléguer au rang de parias qu'elles ou ils soient ou non citoyen-ne-s de ce pays. On arrive alors au comble du paradoxe qui consiste à transformer ce qui fut un acquis de liberté et un moyen de lutte contre une institution réactionnaire surprenante, l'Eglise catholique, dont l'emprise tyrannique a été durement ressentie pendant des siècles, en outil d'oppression de secteurs parmi les plus exploités et dominés dans la société actuelle.

LES STÉRÉOTYPES DE L'ORIENT AVACHI ET SOURNOIS

Il y a cependant une autre dimension, peut-être plus pernicieuse, de cette opération d'exclusion, de déni de citoyenneté si ce n'est d'humanité, en réalité les deux vont de pair, toute la question du racisme est là en un sens. Cette autre dimension, dont il me faut donc dire quelques mots, c'est celle de l'Europe, dans le sens où elle est actuellement comprise, à savoir l'Union européenne. La Grèce, vous le savez sans doute, est soumise depuis maintenant six ans à un régime d'austérité de

choc, incontestablement le plus dévastateur et violent jamais mis en place dans un pays ouest-européen depuis la guerre. Ce régime n'a pu se mettre en place qu'accompagné d'une mise sous tutelle du pays de la part de ses créanciers, véritable entreprise néocoloniale dont le nom est «Troïka». Cette Troïka est constituée de l'Union européenne et d'institutions qui en dépendent directement, et elle s'est associée aux services du FMI, bien connu pour son expertise en matière de thérapies de choc administrées aux pays du Sud.

Or quel est le discours qui a massivement accompagnée la mise en place de ce régime et qui visait à le justifier? C'est l'image de Grecs paresseux, dépensiers, corrompus, jouissant d'une douce vita ensoleillée aux dépens de leurs vertueux «partenaires» d'Europe du nord. Il était donc normal qu'ils paient et qu'ils souffrent pour se racheter de leurs péchés et profiter de l'occasion qui leur est si généreusement offerte de rentrer dans le droit chemin européen.

Ce à quoi on a assisté, en d'autres termes, c'est à la reprise des stéréotypes de l'orientalisme, dépeignant un Orient avachi, attardé et sournois, réactualisés à l'aide des carte-postales de vacances. Peu de temps après, on a vu fleurir des discours similaires à propos des pays qu'on a nommés de façon parlante les «PIGS» – cochons en anglais – à savoir le Portugal, l'Espagne et l'Irlande, eux aussi soumis aux côtés de la Grèce à des plans draconiens d'austérité et de mise sous tutelle. Et il y a quelques jours à peine, le ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble, s'adressant à son homologue étatsunien Jack Lew, a déclaré: «nous acceptons Porto Rico dans l'euro si vous vous chargez de la Grèce». Voilà qui n'est pas sans rappeler la façon dont les Irlandais étaient désignés au temps de l'Angleterre victorienne: «les nègres de l'Europe».

Or, il faut le souligner, ce n'est pas simplement un passé impérialiste et colonial qui refait surface ici. Ce discours est le produit des contradictions du présent, celles d'une Europe tout entière construite sur la négation complète de la démocratie, conçue pour verrouiller un modèle économique de plus en plus polarisé et

polarisant. Et on sait d'expérience que, dans ces machines à broyer les faibles, les perdants n'ont droit qu'au mépris et à l'opprobre, stigmaté racisant compris.

L'EUROPE FORTERESSE CONTRE LES PEUPLES DU SUD

Et pourtant ces perdants de la périphérie européenne méridionale sont encore logés à meilleure enseigne que les centaines de milliers venant de l'autre rive de la Méditerranée, ou de plus loin encore, et pour lesquels cette mer est devenue synonyme de charnier liquide. Selon les dernières estimations, plus de vingt mille auraient laissé leur vie en tentant cette traversée depuis la fin des années 1980 et la construction de ce qu'on appelle l'«Europe forteresse», et qui n'est que l'autre

blancs de seconde zone tels que les Grecs est, en plus d'accepter docilement leur asservissement à leurs bailleurs de fonds, celui d'être les garde-chiourmes de la forteresse, comme l'illustre à merveille l'accord inique signé en mars dernier entre l'UE et la Turquie.

Après la capitulation honteuse de son gouvernement, initialement élu pour renverser les politiques dont il est aujourd'hui devenu le fidèle serviteur, le combat du peuple grec est entré dans une phase difficile. Plus que jamais, la convergence des luttes des opprimés et des exploités, entre secteurs sociaux au sein d'un même pays et par-delà les frontières, est nécessaire pour briser la cage de fer du capital et de ses institutions. Il ne s'agit pas d'une quelconque «solidarité», ni même d'une simple alliance, mais de la construction d'une lutte unifiée contre un adversaire commun. Dans ce combat, qui prend forme sous nos yeux malgré les échecs et les vicissitudes, le caractère impérialiste – car il faut appeler les choses par leur nom – de l'Union Européenne se révèle et se révélera davantage encore sous son jour le plus cru.

C'est dans ce combat que s'articuleront les luttes contre le néolibéralisme, le racisme et l'impérialisme conduites dans le centre du capitalisme mondial avec celles du Sud global, désormais présent jusque dans le centre lui-même. C'est ce combat qui donnera une force nouvelle aux phrases inoubliables par lesquelles Frantz Fanon concluait *Les Damnés de la terre*: «si nous voulons répondre à l'attente des Européens, il ne faut pas leur renvoyer une image, même idéale, de leur société et de leur pensée pour lesquelles ils éprouvent épisodiquement une immense nausée. Pour l'Europe, pour nous-mêmes et pour l'humanité, camarades, il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf».

Je plaide donc coupable car seul à mes yeux cet universalisme-là, l'universalisme révolutionnaire, vaut la peine d'être défendu, en France aussi bien que partout ailleurs dans le monde. □



Photothèque rouge/Esteban.

versant de la machine de guerre néolibérale siégeant à Bruxelles et Francfort.

L'anonymat qui prévaut dans cette mise à mort en masse se déroulant aux portes de cette forteresse, la plupart du temps dans le silence et l'indifférence, ne laisse aucun doute sur le fait que ce qui sépare la forteresse Europe de son extérieur n'est autre que la frontière entre l'humanité pleine, c'est-à-dire européenne, occidentale et blanche, et la sous-humanité à laquelle sont réduits les peuples du Sud. Dans cette hiérarchie, le rôle dévolu aux Européens

1 Nous reprenons ici la transcription publiée initialement, le 1er juin 2016, sur le site Contretemps (www.contretemps.eu). Les intertitres sont de notre rédaction.

Il y a un siècle, Lénine et « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme »

PAR YVAN LEMAITRE

Il y a cent ans, au printemps 1916, Lénine rédigeait « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme. » L'impact de cette brochure, sa fécondité, les critiques et discussions qu'elle a suscitées, l'influence qu'elle a eue sur plusieurs générations, les simplifications et caricatures dont elle a été aussi l'objet l'ont transformée en une sorte de texte mythique, comme situé hors du temps... L'opposé, la négation même de la méthode historique de Lénine.

Cet anniversaire est l'occasion d'un retour, d'une relecture à la lumière des discussions que nous connaissons autour de l'appréciation de la nouvelle phase de développement du capitalisme, à travers la mondialisation financière et ses conséquences du point de vue du socialisme et du communisme.

Quand Lénine écrit sa brochure, la barbarie impérialiste fait rage sur les champs de bataille d'Europe, le mouvement ouvrier est effondré, étouffé tant par la guerre et la censure que par la déroute de la social-démocratie qui s'est ralliée à l'Union sacrée. En 1915 se tient la conférence de Zimmerwald, qui regroupe ceux qui disent non à la guerre. Lénine y représente l'aile gauche qui pense qu'il faut créer une nouvelle Internationale, après que la Deuxième a fait faillite en reniant ses propres engagements et décisions, « guerre à la guerre », chacun de ses partis ayant rallié sa propre bourgeoisie. La confusion politique est totale, les uns défendant la démocratie contre le militarisme allemand, d'autres accusant la France revancharde ou dénonçant les terroristes serbes... Le mouvement ouvrier est sans repères, dominé par la bourgeoisie à laquelle se sont soumis ses propres partis.

Reconstruire, ne pas se laisser emporter par la déroute exige alors une compréhension claire de ce qui s'était passé : pourquoi cette guerre réactionnaire qui dresse les peuples les uns contre les autres, sacrifiés aux intérêts et ambitions de leur propre bourgeoisie ? Comment briser la machine à broyer les hommes ? Comment imposer la paix ? Qu'est-ce qui peut sortir de cette terrible crise ?

Retrouver à travers la tempête meurtrière une boussole c'est analyser, comprendre du point de vue du prolétariat les enchaînements passés pour formuler une stratégie, préparer la nécessaire et inéluctable révolte des masses, utiliser la crise pour préparer une issue révolutionnaire.

Il faut démontrer que le développement même du capitalisme a exacerbé la concurrence entre les différentes puissances et engendré la guerre pour le repartage du monde. Il faut aussi mettre à jour les causes de la faillite de la Deuxième Internationale, convaincre que le social-patriotisme était une capitulation, pour libérer les consciences de la chape militariste et chauvine afin que la classe ouvrière soit à même de combattre et de vaincre sa propre bourgeoisie.

Il ne s'agit pas pour Lénine de définir un trait particulier du capitalisme ou ce qu'on appelle aujourd'hui les rapports Nord-Sud, mais bien de formuler une compréhension globale de l'ensemble du système à l'échelle mondiale, de ses contradictions pour dégager de sa propre crise des perspectives révolutionnaires. Il ne s'agit pas simplement de décrire ou dénoncer mais de mettre en exergue les tendances générales, les contradictions à l'œuvre qui constituent les points d'appuis et les prémisses de la transformation révolutionnaire de la société, de la conquête du pouvoir par le prolétariat.

À l'heure où la deuxième grande mondialisation a globalisé, bouleversé le capitalisme parallèlement à l'effondrement des vieux partis nés de l'essor du mouvement ouvrier lors de la phase impérialiste, il est indispensable de revenir à la façon dont Lénine abordait la question pour mieux saisir la portée

« Nous allons vous botter les fesses et ensuite vous dépouiller ». DR.



des transformations en cours et leurs conséquences du point de vue du mouvement ouvrier.

LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE

«Ce livre montre que la guerre de 1914-1918 a été de part et d'autre une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, pour la distribution et la redistribution des colonies, des «zones d'influence» du capital financier, etc.», écrit Lénine dans son introduction.

«Car la preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de

ialism



Your Ass and Your Shit.

classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation objec-

tive des classes dirigeantes de toutes les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier.»

La préoccupation de Lénine est de construire une analyse qui ne soit pas seulement fondée sur la condamnation morale de la guerre, sur un pacifisme plus ou moins radical ou révolutionnaire mais bien sur la compréhension du lien organique entre capitalisme et guerre, entre lutte des classes et politique internationale des Etats. Et donc de saisir le caractère nouveau de la situation, ce qu'elle exprime dans l'évolution des rapports entre les classes, du capitalisme vu comme une économie internationale. Quelle logique sociale a pu conduire à un tel déchaînement militaire barbare ?

«UNE NOUVELLE ÉPOQUE»

Le capitalisme a connu une nouvelle phase de développement en passant du capitalisme de libre concurrence à l'impérialisme, le stade des monopoles. La guerre est pour Lénine l'aboutissement dramatique de cette évolution qui fait de la lutte pour le partage du monde un besoin organique du système dans la concurrence acharnée qui oppose les différents groupes et monopoles, avec les Etats qui les servent, en vue de s'approprier la plus-value. «Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est définitivement substitué à l'ancien: c'est le début du 20e siècle. [...] La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense de la socialisation de la production. Et, notamment, dans le domaine des perfectionnements et des inventions techniques. [...] Ainsi, le 20e siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général [...] Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux.»

C'est le règne du rentier et de l'oligarchie financière, combiné à la domination sur le monde d'un petit nombre d'Etats financièrement «puissants», qui ont besoin de la garantie que procure la force des armées. La montée du militarisme accompagne le développement de l'impérialisme. Aux accords entre groupes capitalistes pour se partager

économiquement le monde répondent «le partage territorial du monde» entre les Etats, la «lutte pour les territoires économiques.» Le militarisme intervient pour soumettre la libre concurrence aux intérêts des monopoles. La remise en cause du partage des zones d'influence débouche sur les conflits militaires.

UNE TENTATIVE DE DÉFINITION

Dans son analyse économique, Lénine s'inspire du livre écrit par Hobson en 1902, *Impérialisme, une étude*, le premier à employer le terme, et reprend bien des points exposés par un économiste social-démocrate, Hilferding, dans son livre *Le capital financier*. L'essentiel de son apport est la mise en perspective à partir des causes de la guerre, organiquement liée au capitalisme et à son évolution, du lien entre la lutte pour la paix et celle pour le renversement du capitalisme au sein duquel ont mûri les bases matérielles d'une société socialiste.

«Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Mais les définitions trop courtes, bien que commodément parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si l'on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants: 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce «capital financier», d'une oligarchie financière; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute par-

ticulière; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde; et 5) fin du partage territorial du globe

lisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus «large» et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple «tonte des coupons». [...] On conçoit

guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des «Versaillais» contre les «Communards». Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est im-



Allégorie du capitalisme moderne par l'artiste brésilien Tiago Hoisel. DR.

entre les plus grandes puissances capitalistes.» La guerre impérialiste est la remise en cause par les grandes puissances de ce partage du globe.

SURPROFITS, SOCIAL-PATRIOTISME ET ARISTOCRATIE OUVRIÈRE

Une autre préoccupation est au cœur de la pensée de Lénine: comprendre les origines de la faillite de la Deuxième Internationale. Pourquoi le mouvement ouvrier a-t-il sombré dès le début de la guerre? Il ne peut se contenter d'explications politiques superficielles ou psychologiques. Un drame d'une telle ampleur a nécessairement des causes sociales profondes.

«La victoire totale de l'opportunisme, la transformation des partis social-démocrates en partis ouvriers national-libéraux» est le résultat de toute une époque historique. Il écrit: «comme il est montré dans ce livre, le capita-

que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de «leur» pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays «avancés» la corrompent effectivement: ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

«Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'aristocratie ouvrière», entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la

possible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir.»

L'INTERNATIONALISATION DU CAPITAL NE DÉBOUCHE PAS SUR LA PAIX

De cette analyse, Lénine déduit la nécessité de la rupture avec les opportunistes et de la construction d'une nouvelle Internationale. En corollaire de cette indispensable délimitation politique et organisationnelle, il s'attache à combattre les raisonnements et analyses de l'aile gauche de l'opportunisme, qui cherche à démontrer que l'évolution même du capitalisme serait un facteur de paix et de démocratie. Le théoricien de ce courant est Karl Kautsky qui, jusqu'à la veille de la guerre, faisait encore figure de théoricien marxiste et renie désormais ses propres écrits, en particulier

les idées exposées en 1909 dans un livre intitulé *Les chemins du pouvoir*.

Kautsky défend «l'opinion que les cartels internationaux, une des expressions les plus accusées de l'internationalisation du capital, permettaient d'espérer que la paix régnerait entre les peuples en régime capitaliste.» Pour Lénine, ce raisonnement qui débouche sur l'idée du super-impérialisme est vide de sens: «si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices; et ils le partagent «proportionnellement aux capitaux», «selon les forces de chacun», car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme». Les rivalités impérialistes, le militarisme, la guerre ne sont pas la conséquence d'excès mais de la logique même de l'évolution du capitalisme. C'est bien cette logique qu'il faut rompre, à l'opposé des prétentions réformistes de vouloir dissocier les «progrès» de l'économie des luttes de classes réelles et de la politique des classes dominantes, comme s'il suffisait d'en changer en changeant de gouvernement.

«L'IMPÉRIALISME EST LE PRÉLUDE DE LA RÉVOLUTION SOCIALE DU PROLÉTARIAT»

De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition ou, plus exactement, comme «un capitalisme agonisant». Reprenant le raisonnement de Marx selon lequel le communisme n'est pas une construction abstraite mais s'inscrit dans la marche même de la société, Lénine fait le lien entre le développement impérialiste du capitalisme et les bases matérielles de la transformation révolutionnaire de la société vers le socialisme.

«L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. [...] Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole: les cartels, les

syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents.[...] Cela seul suffit à définir la place de l'impérialisme dans l'histoire, car le monopole, qui naît sur le terrain et à partir de la libre concurrence, marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur.»

La force et la fécondité de l'analyse de Lénine vient de ce que les conclusions pratiques et concrètes sur lesquelles elle débouche, la stratégie qui en découle, se nourrissent des réalités économiques et sociales. La volonté politique qui en résulte n'est pas fondée sur un volontarisme moral mais bien sur la compréhension des contradictions à l'œuvre, de leurs conséquences, des besoins et aspirations qu'elles font naître au sein des masses opprimées. Elle contribue largement à armer la vague révolutionnaire qui monte à la fin de la guerre dont il était un des rares à avoir imaginé, pensé qu'elle puisse déboucher sur la conquête du pouvoir par le prolétariat, en travaillant à y préparer la fraction la plus avancée du mouvement ouvrier.

Ce fut Octobre 1917. Le monde était engagé dans une longue période de guerres et de révolutions, «le court vingtième siècle» ou «l'âge des extrêmes» selon les expressions d'Hobsbawm, de 1914 à 1991, du début de la guerre de 14 à l'effondrement de l'URSS après la fin des révolutions coloniales. La révolte des travailleurs et des peuples n'eut pas la force d'aller jusqu'au bout de sa tâche, d'en finir avec la propriété privée capitaliste, financière. Elle a cependant démontré que la révolution n'est pas une vue de l'esprit mais s'inscrit bien dans un calendrier historique. Elle a brisé le joug colonial, ses liens de domination directe, mais laissé le capitalisme reprendre l'offensive pour entrer dans une nouvelle phase de développement.

UNE NOUVELLE ÉPOQUE A COMMENCÉ – LE «TROISIÈME ÂGE DU CAPITALISME» ?

Un siècle après la parution de la brochure de Lénine, le monde a été profondément transformé par le travail humain, les luttes politiques et les révoltes des opprimés face à l'offensive des classes capitalistes. Il ne correspond plus à celui qu'analysait Lénine. Lui aussi «a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général», mais

en les développant à un niveau encore supérieur. Pour le comprendre et être ainsi en mesure de formuler une stratégie adaptée aux nouvelles conditions de la lutte, il nous faut reprendre la méthode de Lénine, une approche historique des phases du développement capitaliste.

Dans un livre publié au début des années 1970 et intitulé «Le troisième âge du capitalisme», Ernest Mandel décrivait l'évolution de ce système après ce qu'il appelait «l'ère classique de l'impérialisme». Ce livre apporte des éléments d'analyse, pose des jalons pour avancer dans la compréhension du capitalisme aujourd'hui, à l'issue de la deuxième grande mondialisation, la mondialisation financière et impérialiste. Mandel y note que l'environnement non capitaliste nécessaire au développement capitaliste, point sur lequel insistait Rosa Luxembourg, se rétrécit sans cesse: le capitalisme a atteint les limites de la planète, le développement technologique, l'automatisation limitent la plus-value produite malgré l'intensification constante du travail.

Une pression constante en faveur des améliorations technologiques s'exerce sur le capital et aboutit à une socialisation croissante du travail. On assiste à une internationalisation du capital qui s'accompagne d'une centralisation des pouvoirs de décisions à travers les grandes firmes multinationales, ce qui accentue «la crise de l'Etat national bourgeois». Une nouvelle division internationale du travail s'opère dans une «économie monde», les rapports entre grandes puissances sont reconfigurés, le caractère parasitaire du capitalisme s'accroît...

Tous ces traits se sont accentués, généralisés durant les deux dernières décennies. Nous sommes au stade du capitalisme mondialisé des multi et transnationales. La mise en concurrence des salariés à l'échelle internationale sape les bases matérielles du réformisme. «L'accumulation par dépossession» (Harvey) devient la règle, le militarisme connaît un nouvel essor. La crise de 2007-2008 a débouché sur une offensive réactionnaire globalisée des classes capitalistes qui engendre une régression sociale et politique à l'échelle internationale.

Le troisième âge du capitalisme a bien tous les traits de la sénilité. L'enjeu est de nous réapproprier la méthode de Lénine pour analyser cette nouvelle phase de développement afin d'en dégager une stratégie révolutionnaire, d'identifier les voies et moyens d'en construire l'instrument politique, de prolonger la courbe des luttes vers le socialisme et le communisme. □

Face au « cauchemar » du néolibéralisme

PAR HENRI WILNO

Dans plusieurs ouvrages parus depuis la fin des années 2000, Pierre Dardot et Christian Laval explorent les ressorts du néolibéralisme (*La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, 2009), l'œuvre de Marx (*Marx, prénom Karl*, 2012¹) et les jalons d'une stratégie de dépassement du capitalisme (*Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, 2014). Dans leur dernière parution, ils fournissent une analyse des différentes facettes et des conséquences désastreuses du néolibéralisme, « ce cauchemar qui n'en finit pas » et détruit la démocratie, et explorent les ressorts de la nécessaire contre-offensive.

Les auteurs annoncent d'emblée qu'ils écrivent ce livre avec un sentiment d'urgence face à l'accélération des processus économiques et sécuritaires induits par le néolibéralisme. Ils soulignent (à juste titre) qu'il n'y a pas d'un côté les contre-réformes sociales et économiques et, d'un autre, la montée des dispositifs sécuritaires. Ce sont les deux faces indissociables d'une offensive contre la démocratie. Démocratie qui, pour eux, ne se résume pas à une procédure électorale, mais consiste par essence dans le pouvoir du peuple, au premier rang duquel (en référence à la Grèce antique) les pauvres. Ainsi entendue, la démocratie se définit en opposition à l'oligarchie (le gouvernement des riches) : quel que soit le mode de désignation des dirigeants, les pouvoirs actuels sont des oligarchies. L'intelligence du système néolibéral est de vider la démocratie de sa substance sans la supprimer formellement (« Pourquoi instaurer une dictature militaire si on peut obtenir la même chose par le jeu des marchés ? », p.174). Il s'agit donc de reprendre l'initiative dans la guerre des classes afin de vaincre

l'oligarchie et d'imposer la démocratie.

LE NÉOLIBÉRALISME S'EST RENFORCÉ DANS LA CRISE

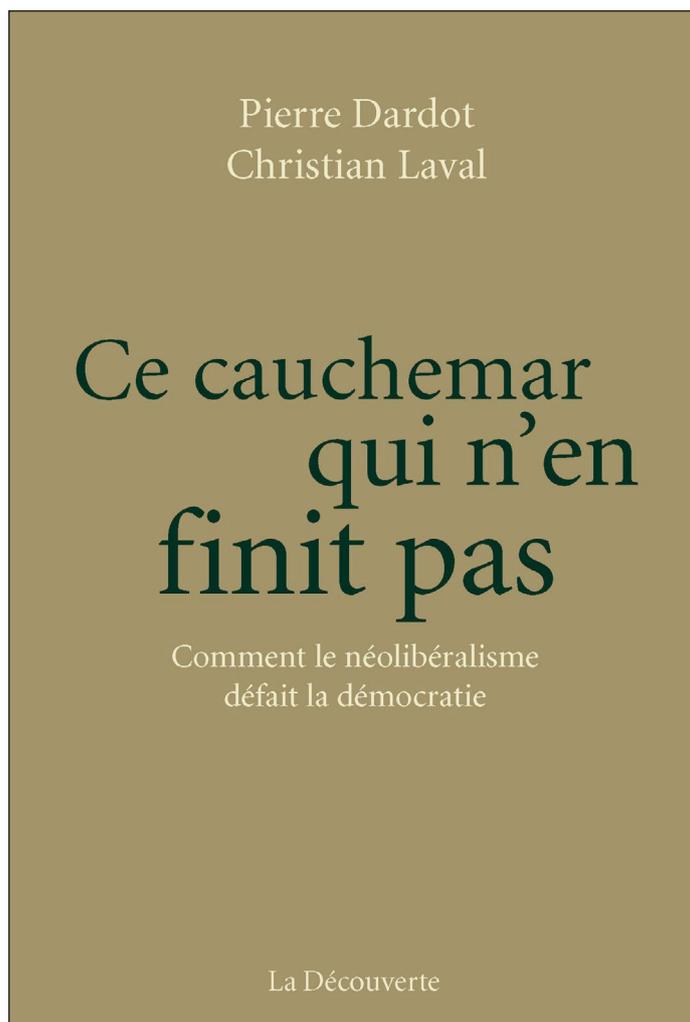
Le néolibéralisme a survécu à la crise de 2008-2009, il s'est même renforcé. S'il s'accommode des idéologies les plus

différentes facettes de la domination libérale. Point essentiel, ils démontrent qu'il est erroné d'assimiler le néolibéralisme à un rétrécissement de l'Etat : l'Etat néolibéral intervient en permanence pour produire un ordre nouveau. Dardot et Laval soulignent comme

essentielle pour comprendre cette domination la capacité du néolibéralisme à fabriquer un « imaginaire entrepreneurial », à apparaître comme porteur d'une promesse de liberté et de réussite à la portée de chaque individu. « Devenez Votre Propre Patron, Roulez Quand Vous Voulez avec Uber » énonce le site www.uber.com. Mais bien évidemment, cette nouvelle représentation va au-delà du cas d'Uber : dans l'imaginaire néolibéral, chacun est sa propre entreprise, son propre capital à entretenir et à valoriser... et donc responsable de ses échecs.

A côté des Etats nationaux, les institutions supranationales, et notamment l'Union européenne (UE), jouent un rôle majeur dans l'ordre néolibéral. A ce propos, Dardot et Laval soulignent les illusions liées à des mots d'ordre comme « Europe sociale » ou « Europe démocratique » : rien n'est possible à l'intérieur des institutions actuelles de l'UE, ce qui ne signifie pas qu'il faille céder au repli national.

Au-delà de larges points d'accord avec ces analyses, on peut s'étonner que le néolibéralisme ne soit pas situé dans l'histoire du capitalisme – mais ce n'était peut-être pas compatible avec le format de l'ouvrage (Dardot et Laval ne semblent pas penser qu'en desserrant l'étau néolibéral, il y aurait des marges pour un capitalisme « à visage humain »). La caractérisation de la crise comme étant désormais un état permanent du système mériterait aussi des



Pierre Dardot et Christian Laval, « Ce cauchemar qui n'en finit pas », La Découverte, 2016, 252 pages, 13,50 euros.

diverses (comme le conservatisme islamiste de l'AKP en Turquie), par contre, il ne tolère plus d'écart par rapport à son programme de transformation de la société et des individus (une politique social-démocrate traditionnelle n'est donc plus acceptable).

Les auteurs décrivent avec talent les

approfondissements : l'évocation sempiternelle de la crise (ainsi que de la charge de la dette et de la concurrence internationale) est bien une arme idéologique des dominants, mais il n'en demeure pas moins qu'il existe des phases dans le fonctionnement du système.

UN SYSTÈME OLIGARCHIQUE

S'inscrivant en faux par rapport aux keynésiens, Dardot et Laval montrent que le renforcement du néolibéralisme ne procède pas d'erreurs théoriques mais du pouvoir de ce qu'ils nomment un « *bloc oligarchique néolibéral* » et qui regroupe quatre composants principales : les dirigeants gouvernementaux et les sommets de l'administration, les propriétaires du capital et les grands managers, les dirigeants et personnalités des médias et, enfin, les universitaires fabricants et diffuseurs d'idéologie. Ce bloc a une double dimension, nationale et internationale. On peut s'interroger sur la réticence de Dardot et Laval à utiliser le terme de « bourgeoisie » : considèrent-ils qu'il renvoie à un concept dépassé ? Pourtant, ce terme, utilisé par exemple par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot², offre l'avantage incomparable de souligner qu'il s'agit d'une classe fondamentalement ancrée dans la propriété privée des moyens de production mais qui, bien sûr, ne se réduit pas aux « grands capitalistes » et inclut les diverses strates énumérées par les auteurs.

Dardot et Laval dénoncent la professionnalisation de la politique, la corruption systémique liée à l'interpénétration avec le monde des affaires. La gauche de gouvernement (« social-démocrate ») n'est pas l'innocente victime des marchés mais bien une composante de ce bloc oligarchique. Le risque, affirment-ils, est maintenant celui de la disparition de toute la gauche. Ce qui subsiste de la vraie gauche doit, pour se reconstruire, ne pas se contenter de réagir aux effets du néolibéralisme mais le dénoncer comme forme de vie, reconstruire un autre imaginaire et ne pas tomber dans l'illusion de prôner le « retour de l'Etat ». En effet, comme cela a déjà été souligné, le néolibéralisme ce n'est pas moins d'Etat mais un Etat transformé pour être fonctionnel à cette phase du capitalisme. L'élaboration d'une alternative partira d'en bas et

non d'experts.

LES VOIES D'UNE CONTRE-OFFENSIVE

La contre-offensive a une dimension nationale et internationale. Elle suppose d'abord d'unifier des forces disparates en un « *bloc démocratique* » regroupant des forces politiques, syndicales, associatives, culturelles, etc., sur une plate-forme commune. Les auteurs soulignent l'échec total des stratégies prônées par Hardt et Negri, fondées sur un supposé communisme spontané de la « multitude ». Ils ne sont pas convaincus par la stratégie « populiste » de Laclau qui a inspiré le groupe initiateur de Podemos. Leurs commentaires sur Podemos sont mitigés et, en tout cas, ils pensent vouée à l'échec toute tentative de reproduire le schéma espagnol à partir d'en haut. Quant à Syriza, ils lui reprochent son refus de s'appuyer sur les initiatives populaires et de les coordonner, ainsi que ses illusions sur sa capacité de négociation avec les institutions européennes. Plus fondamentalement, et nous reviendrons sur ce point, Dardot et Laval ont une grande méfiance pour le parti politique en tant que forme d'organisation et instrument d'un projet véritablement émancipateur.

Le deuxième volet de la contre-offensive est la nécessaire coordination des luttes au niveau international en construisant un « *bloc démocratique international* », composé également de forces politiques, syndicales, associatives et culturelles. On peut trouver des analogies entre cette proposition et ce qu'ont été les forums sociaux mondiaux à leur apogée (mais les auteurs ne font aucune mention de cette expérience). Au total, l'objectif est que les « nombreux » l'emportent sur les « peu nombreux » et construisent pour ce faire une vraie démocratie fondée sur la rotation des charges.

Le livre de Dardot et Laval est une incitation pour les anticapitalistes et révolutionnaires à se ressaisir de leurs fondamentaux : le but est bien de construire une autre société, « une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous » comme le formule le Manifeste communiste. Il faut effectivement opposer à l'imaginaire néolibéral, qui prétend que chacun est maître de son destin et peut s'en tirer, voire s'enrichir, un imaginaire alternatif qui

s'élève jusqu'à la proposition d'une « *forme de vie désirable* », en d'autres termes véritablement humaine. Il est effectivement erroné de s'enfermer seulement dans des discussions sur la crédibilité économique des propositions que l'on met en avant³. On ne peut aussi que partager leurs deux propositions fondamentales sur l'unification nécessaire des forces de contestation et la refondation d'une Internationale.

DEUX POINTS DE DISCUSSION

Mais on se séparera d'eux sur leur rejet du parti comme instrument d'un projet émancipateur. Sans fétichisme aucun et en tirant les bilans de certaines pentes du léninisme de *Que faire ?* (soulignées en leur temps aussi bien par Trotsky que par Rosa Luxembourg), il apparaît nécessaire aujourd'hui comme hier de construire un parti de ceux qui, pour reprendre encore le Manifeste, « ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. » Ceux-là, Marx les nomme communistes.

Terminons enfin par une remarque. Dardot et Laval dénoncent avec vigueur la social-démocratie et tous ceux qui s'accrochent à ses basques et, comme on vient de le souligner, affirment la nécessité d'un projet radical ancré dans « ceux d'en bas ». Cependant, ils sont silencieux sur le clivage réformisme/révolution. Cela peut renvoyer à une volonté légitime de ne pas s'inscrire d'emblée dans de « vieux débats ». Mais quoique l'on pense de ce sujet, la réflexion stratégique entamée à la fin de l'ouvrage ne pourra totalement l'ignorer. □

¹ Ils avaient accordé une interview à notre revue à l'occasion de cette parution. Elle figure, avec une recension de Yann Cézard, dans le n° 37 de novembre 2012.

² « Sociologie de la bourgeoisie », *La Découverte*, 2005.

³ A ce propos, dans un article récent du « *Monde diplomatique* », Pierre Rimbert montre comment le monceau de travaux d'experts réalisés pour démontrer la nécessité de la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux, une mesure pourtant très modérée, n'a en rien ébranlé les dirigeants mondiaux. Il en tire la conclusion que s'enfermer dans l'expertise peut amener à seulement « solliciter l'acceptable » au lieu de mettre en avant ce qui serait nécessaire et est en phase avec le nouveau courant radical en train d'émerger (« Contester sans modération », *Le Monde diplomatique*, mai 2016).

La gauche radicale ignore-t-elle le fait religieux ?

PAR MICHAEL LÖWY

Un silence religieux – *La gauche face au djihadisme* de Jean Birnbaum, le directeur du *Monde des Livres*, est un ouvrage polémique. Comme son titre l'indique, il s'agit d'une critique du silence de la gauche, et en particulier de sa variante radicale, sur le rôle de la religion dans les conflits politiques.

Il semble à l'auteur absurde, pour commencer, que l'ensemble de la gauche, depuis celle du gouvernement jusqu'à la plus radicale et extra-parlementaire, ait prétendu que le djihadisme «n'a rien à voir» avec l'islam. Certes, la gauche avait pour objectif louable de s'opposer au dangereux amalgame entre islam et terrorisme; mais, argumente-t-il, on peut combattre cet amalgame, dissocier la foi musulmane de sa perversion islamiste, sans pour autant nier la dimension religieuse de la foi djihadiste. C'est le travail que font d'illustres penseurs musulmans, comme Mohammed Arkoun, Richard Benzine ou Fethi Benslama, ou encore l'islamologue Christian Jamet, disciple d'Henry Corbin, qui opposent l'islam spirituel des poètes et des mystiques à celui des partisans fanatiques de la «loi» (charia).

UN «NON-DIT FONDATEUR» ?

Héritière de Descartes, des Lumières et de la République, la gauche française se distinguerait par son mépris pour la religion et son obstination à refouler sa réalité propre; à ses yeux, elle n'est qu'un symptôme de malaise social, et le regain actuel de quête spirituelle ou de fanatisme intégriste lui est incompréhensible. Essayant de remonter aux origines de cette attitude, l'auteur insiste sur ce qu'il appelle un «non-dit fondateur»: l'aveuglement de la gauche anticolonialiste française au sujet de la nature fondamentalement arabo-islamique du FLN algérien.

L'argument s'appuie sur les travaux d'historiennes sérieuses comme Monique Gadant et Fanny Colonna, mais on peut se demander si l'auteur ne force pas quelque peu le trait pour les besoins de sa démonstration... Le tournant vers l'arabisation et l'islamisation ne date-t-il pas de 1965, suite au renversement de Ben Bella et à la prise

du pouvoir par l'armée à travers Boumedienne, bien après l'indépendance de l'Algérie? Certes, on trouve dans les documents du FLN des années de la lutte pour l'indépendance aussi bien des références à l'islam que des déclarations de sécularisme. Comme le souligne Birnbaum, le nom du journal du FLN, *El Moudjahid*, signifie «le combattant de la foi»; mais Franz Fanon, un des principaux penseurs (séculiers!) du FLN, insistait sur le fait qu'il fallait, à l'époque moderne, traduire ce terme simplement par «le combattant». Bref, faire de l'islam du FLN le «non-dit fondateur» de la gauche sur la religion est un peu excessif.

liste philosophe le début de la révolution iranienne de 1979, que la religion était non un masque ou un voile, mais le vrai visage de la révolte: c'est l'espérance messianique prêchée par Khomeiny et le désir d'établir un gouvernement islamique qui auraient mis le feu aux poudres et renversé le régime du Chah.

Certes, reconnaît l'auteur, Foucault s'est bercé d'illusions en croyant que la mystique ne deviendrait pas politique et que donc «il n'y aura pas de gouvernement Khomeiny» en Iran. Mais ses reportages de 1979 ont, pour Birnbaum, la vertu de reconnaître la force autonome, la puissance symbolique et politique de la religion. Il faudrait néanmoins ajouter que Foucault ne s'est pas limité à prendre en compte le rôle de la religion dans la révolution iranienne, mais a voulu en faire un modèle alternatif à celui, à son avis failli, des révolutions sociales modernes...

DE MARX AU NPA...

Birnbaum compare aussi le «silence religieux» de la gauche avec les écrits de Marx, qu'on a tort de résumer par la formule «la religion est l'opium du peuple». Il constate, à juste titre, que non seulement on trouve cette expression chez beaucoup d'autres auteurs allemands avant Marx (Bruno Bauer, Heinrich Heine, Moses Hess), mais qu'elle correspond à une étape de son itinéraire (1844), quand il n'était pas encore «marxiste» c'est-à-dire n'avait pas encore formulé la méthode matérialiste historique. Contrairement aux philosophes des Lumières, Marx ne pense pas que la religion soit une conspiration cléricale, mais tente de l'analyser comme forme d'aliénation humaine, de dépossession de soi au profit de puissances prétendument autonomes. Mais s'il est vrai que pour Marx en 1844, «la critique de la religion est la condition de toute critique», il me semble tout de même excessif d'affirmer, comme le fait l'auteur, que «la religion est la grande affaire de Marx», un sujet qui n'aurait cessé de l'obséder toute sa vie.

En fait, Marx a très peu écrit sur la religion après 1846 et, dans *L'Idéologie Allemande* qui a été écrite à ce moment, il l'analyse

Jean Birnbaum

UN SILENCE RELIGIEUX

LA GAUCHE FACE AU DJIHADISME

Seuil

Jean Birnbaum, Un silence religieux. La gauche face au djihadisme, Seuil, 2016, 240 pages, 17 euros.

FOUCAULT ET LA RÉVOLUTION IRANIENNE

En contraste avec ce qu'il appelle le «lourd silence» des anticolonialistes français sur la place de l'islam dans la guerre d'indépendance algérienne, Jean Birnbaum loue l'intelligence de Michel Foucault qui aurait compris, en observant en tant que «journa-

comme une forme parmi d'autres (morale, droit, etc.) de l'idéologie. A moins de considérer, comme semble le suggérer Birnbaum, le fétichisme de la marchandise comme une forme de religion capitaliste... C'est une hypothèse que l'on peut considérer, mais elle nous éloigne beaucoup des religions au sens traditionnel du terme, telles qu'elles sont discutées dans le reste du livre (notamment l'islam).

Curieusement, Birnbaum ne mentionne pas les travaux d'Engels, notamment son livre sur *La Guerre des Paysans* (1850), qui contient une analyse profonde de la théologie révolutionnaire de Thomas Münzer, le dirigeant anabaptiste des paysans allemands insurgés du 16^e siècle. Non seulement Marx et Engels, mais aussi plusieurs marxistes, comme Rosa Luxemburg ou Gramsci, ont reconnu le potentiel protestataire ou utopique de la religion. La théologie de la libération confirme cette supposition, et la gauche n'a pas manqué de s'allier avec ce courant chrétien en Amérique Latine. Qu'en est-il de l'islam ? Chris Harman, un théoricien du SWP, la principale organisation d'extrême gauche en Grande-Bretagne, a proposé dans son livre *Le prophète et le prolétariat* (1994) des alliances éventuelles avec « l'utopie petite-bourgeoise » islamiste : une pente

savonneuse et un compagnonnage périlleux, estime Birnbaum. Plus intéressante à ses yeux fut la tentative du Nouveau parti anticapitaliste de porter un discours de gauche universaliste, au cœur de populations d'origine immigrée souvent attachées à des valeurs religieuses. Olivier Besancenot a joué un rôle déterminant dans cette entreprise. Mais la décision d'un comité local (Avignon) de présenter comme candidate du parti aux élections une jeune femme musulmane voilée a provoqué une crise violente et le départ de nombreux adhérents. Bref, le NPA a été la seule organisation de la gauche radicale à oser plonger dans le bain de la religion mais, estime Birnbaum... elle en a coulé. On peut ne pas partager cette conclusion, mais l'analyse de Birnbaum mérite d'être discutée.

JUMELLES MAIS IRRÉCONCILIABLES

Après une comparaison (un peu forcée il me semble) entre les djihadistes et les volontaires des brigades internationales en Espagne, Birnbaum conclut que le socialisme et l'islamisme sont deux visions du monde jumelles mais irréconciliables : le renforcement de l'une ne peut se faire qu'au détriment de l'autre. Cette hypothèse est difficilement niable, mais l'auteur nous

propose un argument plus général, au sujet du rapport entre foi religieuse et luttes émancipatrices : si la révolution s'absente, si les perspectives d'émancipation sociale reculent, alors la religion occupe la place.

Cette formule me paraît discutable, et ne rend pas compte de ce qui s'est passé en Amérique Latine avec la théologie de la libération. Dans cette région du monde, c'est la révolution – concrètement la révolution cubaine de 1959-1961 – qui a donné l'impulsion pour l'essor, dès 1960 au Brésil et plus tard dans le reste du continent, d'un « christianisme de la libération » qui a joué un rôle déterminant dans la révolution sandiniste au Nicaragua (1979) et dans le combat révolutionnaire du Front Farabundo Marti de libération nationale au Salvador.

Birnbaum cite la théologie de la libération mais de façon très sommaire, sans doute parce que son intérêt se porte surtout sur la gauche française. En fait, c'est un exemple à grande échelle qui ne confirme pas son hypothèse d'une opposition de principe entre révolution et religion.

En tout cas, cet ouvrage incisif, stimulant et tonique ne manquera pas de susciter des débats intéressants. □

Manifestation de soutien à l'Etat islamique, en 2014 à Mossoul. DR.



49.3, une exception française

PAR HENRI WILNO



Les ministres Sapin, El Khomri et Cosse, hilares le 6 juillet 2016 à l'Assemblée nationale, jour du second 49.3 sur la loi Travail. Reuters/Régis Duvignau.

Le 7 juillet dernier, aux obsèques de Michel Rocard, le président de tous les reniements n'a pu se retenir de jouer les charognards en casant dans son discours une allusion à l'utilisation du 49.3 par le défunt quand il était premier ministre, en ajoutant qu'il « n'avait jamais joué contre son camp ». Les « frondeurs » du PS apprécieront.

Le 49.3, c'est cet article de la Constitution qui permet qu'un texte de loi soit adopté sans vote et même sans débat par les députés. Le gouvernement décide au moment où il le veut d'engager sa responsabilité sur le texte. Cela lui permet d'empêcher les débats gênants (comme, par exemple, sur le fameux article 2 de la loi Travail sur les accords d'entreprise). Le texte est adopté sans vote, sauf si les opposants déposent une motion de censure qui doit être signée par au moins un dixième des députés (actuellement, 58). Ensuite, seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure, qui ne peut être adoptée qu'à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée: les abstentionnistes ou les absents sont donc comptés comme des soutiens du gouvernement.

Il ne s'agit pas d'idéaliser les démocraties bourgeoises, mais le 49.3 n'a pas d'équivalent. Partout ailleurs

dans les grands pays capitalistes, les lois doivent être votées par le parlement. Certes, les parlementaires peuvent être achetés ou menacés, ou bien le gouvernement peut leur mentir (ce qui a été, par exemple, le cas en Angleterre et aux Etats-Unis pour envahir l'Irak en 2003), mais il n'y a pas moyen d'éviter la nécessité d'un vote. En France, ce n'est pas le cas. Et il n'y a pas que le 49.3. Sur toute une série de sujets de politique étrangère, président et gouvernement peuvent décider sans vote préalable. Et Hollande s'en félicite: dans une interview récente, il se vantait que la Constitution lui ait permis « d'intervenir au Mali en quelques heures ». De même sur toute une série de questions européennes, où il peut s'engager sans en référer aux élus (ce qui n'est pas le cas en Allemagne).

Pour la loi El Khomri, le gouvernement n'a pas le soutien de l'opinion ni la majorité au parlement. La droite est dans son rôle (elle n'a rien contre le sens de la loi, mais ne veut pas faire de cadeau à un président en bout de course). Ce qui coince, outre les manifestations répétées, ce sont les députés du PCF, ceux restés aux Verts et les dissidents du PS. Ces derniers peuvent d'ailleurs s'appuyer sur la motion largement majoritaire au dernier congrès

de leur parti (et alors soutenue par Valls), qui affirme s'opposer à toute inversion de la hiérarchie des normes. Donc, 49.3 lors du premier examen du texte, 49.3 lors du second et certainement 49.3 pour le dernier, vers le 20 juillet. Dans le même temps, on menace les députés PS de ne pas les présenter aux législatives, voire de les exclure s'ils se joignent à une motion de censure. La manœuvre a réussi: par deux fois, il a manqué deux députés pour que la motion de censure soit soumise au vote.

Pour faire passer son sale projet, ce gouvernement aura utilisé tous les instruments de la pseudo-démocratie française: la répression policière, l'état d'urgence et le 49.3. Déchéance de la nationalité, loi « Travail », Hollande et Valls ont décidé de passer la gauche et leur propre parti par pertes et profits. Leur modèle est l'Italie, où des combinaisons centristes gouvernent avec l'appui direct de fractions du grand patronat et où la gauche a été éliminée du parlement.

La contre-offensive sociale, dans la foulée du long mouvement contre la loi Travail, est le seul moyen d'y faire face, ainsi d'ailleurs qu'à la droite et à Le Pen. Le printemps a été chaud, travaillons à une rentrée de luttes. □